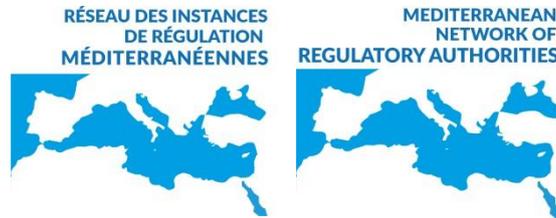




CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL



RÉSEAU DES INSTANCES DE RÉGULATION MÉDITERRANÉENNES

**Textes de référence
et
communiqués de presse des assemblées plénières
(en français et en anglais)**

Février 2018

Liste des membres du RIRM

26 membres

Pays	Instances	Acronyme	Date d'adhésion
Albanie	Autoriteti i Mediave Audiovisive	AMA	2004
Bosnie-Herzégovine	Communications Regulatory Agency	CRA	2007
Chypre	Cyprus Radio Television Authority	CRTA	2000
Croatie	Agency for Electronic Media	AEM	2012
Espagne-Andalousie	Consejo audiovisual de Andalucía	CAA	2006
Espagne-Catalogne	Consell de l'Audiovisual de Catalunya	CAC	1997
Espagne	Comisión Nacional de los Mercados y la Competencia	CNMC	2013 ¹
France	Conseil supérieur de l'audiovisuel	CSA	1997
Gibraltar	Gibraltar Regulatory Authority	GRA	2014
Grèce	National Council for Radio and Television	NCRTV	1997
Israël	Council for Cable TV and Satellite Broadcasting	CCSB	2001
Israël	Second Authority for Radio and Television	SATR	2004
Italie	Autorità per le garanzie nelle comunicazioni	AGCOM	1997
Jordanie	Media Commission	MC	2007
Kosovo*	Independent Media Commission	IMC	2012
Liban	Conseil national de l'audiovisuel	CNA	2008
Malte	Broadcasting Authority	BA	2000
Maroc	Haute Autorité de la communication audiovisuelle	HACA	2005

¹ Remplace la *Comisión del Mercado por las Telecomunicaciones* (CMT) dissoute.

Mauritanie	Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel	HAPA	2007
Moldavie	Consiliul Coordonator al Audiovizualului	CCA	2014
Monténégro	Agency for Electronic Media	AEM	2012
Portugal	Entidade Reguladora para a Comunicação Social	ERC	1997
République de Macédoine	Agency for Audio and Audiovisual Media Services	AVMU	2010
Serbie	Regulatory Authority for Electronic Media	REM	2006
Tunisie	Haute Autorité indépendante de la communication audiovisuelle	HAICA	2014
Turquie	Radio and Television Supreme Council	RTÜK	2000

* Kosovo sous la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

www.rirm.org

List of members of MNRA

26 members

Country	Authority	Acronym	Date of membership
Albania	Autoriteti i Mediave Audiovisive	AMA	2004
Bosnia-Herzegovina	Communications Regulatory Agency	CRA	2007
Cyprus	Cyprus Radio Television Authority	CRTA	2000
Croatia	Agency for Electronic Media	AEM	2012
France	Conseil supérieur de l'audiovisuel	CSA	1997
Gibraltar	Gibraltar Regulatory Authority	GRA	2013
Greece	National Council for Radio and Television	NCRTV	1997
Israel	Council for Cable TV and Satellite Broadcasting	CCTSB	2001
Israel	Second Authority for Radio and Television	SATR	2004
Italy	Autorità per le garanzie nelle comunicazioni	AGCOM	1997
Jordan	Media Commission	MC	2007
Kosovo*	Independent Media Commission	IMC	2012
Lebanon	Conseil national de l'audiovisuel	CNA	2008
Malta	Broadcasting Authority	BA	2000
Morocco	Haute Autorité de la communication audiovisuelle	HACA	2005
Mauritania	Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel	HAPA	2007
Moldavia	Consiliul Coordonator al Audiovizualului	CCA	2014
Montenegro	Agency for Electronic Media	AEM	2012
Portugal	Entidade Reguladora para a Comunicação Social	ERC	1997

Réseau des instances de régulation méditerranéennes

Republic of Macedonia	Agency for Audio and Audiovisual Media Services	AVMU	2010
Serbia	Regulatory Authority for Electronic Media	REM	2006
Spain-Andalusia	Consejo audiovisual de Andalucía	CAA	2006
Spain-Catalonia	Consell de l'Audiovisual de Catalunya	CAC	1997
Spain	Comisión Nacional de los Mercados y la Competencia	CNMC	2014 ²
Tunisia	Haute Autorité indépendante de la communication audiovisuelle	HAICA	2014
Turkey	Radio and Television Supreme Council	RTÜK	2000

* Kosovo under the Resolution 1244 of the Security Council of the United Nations.

www.rirm.org

² Replaces the *Comisión del Mercado por las Telecomunicaciones* (CMT) dissolved

RÉSEAU DES INSTANCES
DE RÉGULATION
MÉDITERRANÉENNES



TEXTES DE RÉFÉRENCE

- **Déclaration fondatrice (1997)** 9
- **Charte du Réseau des instances de régulation méditerranéennes (en vigueur)** 11
- **Déclaration du Réseau des instances de régulation méditerranéennes sur la régulation des contenus audiovisuels (2008)** 16
- **Déclaration d'intention relative à la protection des jeunes publics et à la lutte contre la violence dans les médias (2009)** 21
- **Déclaration relative aux émissions de télé réalité (2011)** 22
- **Déclaration relative à la lutte contre les stéréotypes fondés sur le genre dans les médias audiovisuels (2012)** 23
- **Déclaration sur le traitement de l'information relative à la crise des réfugiés et des migrants méditerranéens dans les médias audiovisuels (2016)** 24
- **Déclaration pour une régulation de l'audiovisuel renouée dans l'environnement numérique (2017)** 26
- **Protocole d'entente entre le RIRM et la COPEAM (2010)** 28



**Déclaration commune des représentants
du Conseil supérieur de l'audiovisuel
(CSA -France)
de l'Alta Autoridade para a Comunicação Social
(AACS - Portugal)
de l'Ufficio del Garante per la Radiodiffusione e l'Editoria
(Ufficio del Garante - Italy)
du Conseil National de la Radio-Télévision (CNRTV - Grèce)
et du Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC)**

La rencontre des instances de régulation des médias des pays méditerranéens doit aboutir à la création d'un réseau permanent d'échange d'informations.

Par cette déclaration commune, les représentants du CSA, de la AACS, de *l'Ufficio del Garante* du CNRTV et du CAC, confirment :

- les relations cordiales qui existent entre elles ;
- leur volonté d'instituer un échange régulier d'informations sur les évolutions et les activités dans les domaines qui les intéressent en commun, au regard de leurs compétences respectives ;
- leur souhait de se consulter respectivement sur des projets de recherche, s'il leur semble que cette coopération, éventuellement élargie à d'autres partenaires, puisse être utile.

**Projet de règlement pour l'organisation
et le fonctionnement du réseau des instances
de régulation des médias des pays méditerranéens**

1. Le Réseau des instances de régulation des médias des pays méditerranéens a pour objectif de mettre en place un cadre de discussion, d'échanges réguliers d'informations et de recherches sur les questions relatives à la régulation audiovisuelle.
2. Le Réseau est composé des instances de régulation des médias suivantes : le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA - France), l'Alta Autoridade para a Comunicação Social (AACS - Portugal), l'Ufficio del Garante (Italie), le Conseil National de la Radio-Télévision (CNRTV - Grèce) et le Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC).
3. D'autres instances de régulation des médias pourront participer ultérieurement aux réunions du Réseau en qualité de membres ou d'observateurs.
4. Le Réseau se réunit chaque année.
5. La réunion est organisée par l'une des instances de régulation des médias, qui prend en charge à tour de rôle le secrétariat du Réseau.
6. Le secrétariat permanent du Réseau est assumé par le CSA.
7. La langue de travail du Réseau est le français et à tour de rôle celle du pays qui accueille la réunion.

Lu et approuvé par le représentant,

du Conseil supérieur de l'audiovisuel

M. Hervé Bourges, président

de l'Alta Autoridade para a Comunicação Social

M. Eduardo Trigo, vice-président

de l'Ufficio del Garante per la Radiodifusione
et l'Editoria

M. Giorgio d'Amato, secrétaire général

du Conseil National de la Radio-Télévision
de la Grèce

M. Antonis Manitakis, vice-président

du Consell de l'Audiovisual de Catalunya

M. Luis de Carreras, président

À Barcelone, le 29 novembre 1997.



Charte du réseau des instances de régulation méditerranéennes (RIRM)

Les instances membres du Réseau des instances de régulation méditerranéennes confirment :

- leur détermination à développer les relations cordiales qui existent entre elles ;
- leur volonté de consolider l'échange régulier d'informations et d'expériences sur les questions d'intérêt commun dans le cadre du réseau créé à cet effet ;
- leur souhait de se consulter respectivement sur des projets de recherche, s'il leur semble que cette coopération puisse être utile ;
- leur volonté d'établir et de développer des relations de coopération avec des organisations et plateformes internationales d'instances de régulation audiovisuelle similaires.

Article 1 :

Le Réseau des instances de régulation méditerranéennes a été créé à l'initiative du Conseil supérieur de l'audiovisuel français et du Conseil de l'audiovisuel de la Catalogne à Barcelone le 29 novembre 1997.

Les membres fondateurs du réseau signataires de la déclaration de Barcelone sont :

- le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA, France),
- l'Entidade Reguladora para a Comunicação Social (ERC, Portugal),
- l'Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM, Italie),
- le National Council for Radio and Television (NCRTV, Grèce),
- le Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC, Catalogne, Espagne).

Article 2 :

Le Réseau des instances de régulation méditerranéennes a pour objectif de constituer un forum de discussion, d'échanges réguliers d'informations et de recherches sur les questions relatives à la régulation audiovisuelle.

Article 3 :

Le réseau est composé des instances méditerranéennes de régulation suivantes :

- Albanie : Autoriteti i Mediave Audiovizive (AMA),
- Bosnie-Herzégovine : Communications Regulatory Agency (CRA),

- Chypre : Cyprus Radio-Television Authority (CRTA),
- Croatie : Agency for Electronic Media (AEM),
- Espagne : Comisión Nacional de los Mercados y la Competencia (CNMC),
- Espagne, Andalousie : Consejo Audiovisual de Andalucía (CAA),
- Espagne, Catalogne : Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC),
- France : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA),
- Gibraltar : Gibraltar Regulatory Authority (GRA),
- Grèce : National Council for Radio and Television (NCRTV),
- Israël : Council for Cable TV and Satellite Broadcasting (CCSB),
- Israël : Second Authority for Television and Radio (SATR),
- Italie : Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM),
- Jordanie : Media Commission of Jordan (MC),
- Kosovo : Independent Media Commission of Kosovo (IMC),
- Liban : Conseil national de l'audiovisuel (CNA),
- Malte : Broadcasting Authority of Malta (BA),
- Maroc : Haute Autorité de la communication audiovisuelle (HACA),
- Mauritanie : Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel (HAPA),
- Moldavie : Consiliul Coordonator al Audiovizualului (CCA),
- Monténégro : Agency for Electronic Media (AEM),
- Portugal : Entidade Reguladora para a Comunicação Social (ERC),
- République de Macédoine : Agency for Audio and Audiovisual Media Services (AVMU),
- Serbie : Regulatory Authority for Electronic Media (REM),
- Tunisie : Haute Autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA),
- Turquie : Radio and Television Supreme Council (RTÜK).

L'adhésion au Réseau est ouverte aux régulateurs indépendants nationaux ou régionaux traitant de l'audiovisuel et appartenant à des pays de la région méditerranéenne.

Les instances de régulation estimant satisfaire aux critères prévus au paragraphe précédent peuvent adresser au secrétariat exécutif une demande pour devenir membre du Réseau. À cette fin, elles doivent :

- a) adresser au secrétariat exécutif une lettre d'adhésion ;
- b) joindre à cette demande la documentation appropriée (statut juridique du régulateur
- c) et rapport d'activité de l'année précédente) ;
- d) fournir ces documents au moins trois mois avant l'Assemblée plénière suivante.

Les instances de régulation peuvent adresser au secrétariat exécutif une demande d'accréditation en qualité d'observateur avant de poser leur candidature au Réseau. Un requérant à l'accréditation doit :

- a) adresser au secrétariat exécutif une lettre de demande d'accréditation en qualité d'observateur du réseau ;
- b) joindre à cette demande la documentation appropriée (statut juridique du régulateur et rapport d'activité de l'année précédente) ;
- c) fournir ces documents au moins trois mois avant l'Assemblée plénière suivante.

Les instances de régulation ayant le statut d'observateur peuvent participer, sans droit de vote, aux assemblées plénières. Elles peuvent, après une durée d'une année au moins, présenter leur candidature au statut de membre dans les mêmes formes et conditions prévues aux paragraphes précédents.

Les candidatures à la qualité de membre ou d'observateur sont approuvées en assemblée plénière à la majorité simple des membres présents.

Les instances de régulation audiovisuelle régionales et nationales d'un même pays peuvent coexister en tant que membres ou observateurs du Réseau.

La présidence du Réseau peut inviter aux assemblées plénières, en tant qu'observateurs, d'autres institutions, organismes ou organisations traitant de l'audiovisuel et de régulation.

Article 4 :

L'Assemblée plénière est l'organe souverain du Réseau. Les décisions y sont prises par consensus ou, à défaut, à la majorité simple des membres présents.

Le Réseau se réunit une fois par an en Assemblée plénière. Les instances y sont représentées par leur président et les délégations qui les accompagnent, ou toute personne mandatée à cet effet. L'Assemblée plénière est organisée dans le pays de l'instance membre qui assure la vice-présidence entrante du Réseau et qui prendra la présidence du Réseau pour l'année suivant ladite réunion.

La passation des pouvoirs entre la présidence et la vice-présidence entrante a lieu au début de l'Assemblée plénière. Le président sortant est vice-président pour une durée d'un an.

Un nouveau vice-président est élu à la majorité des membres présents lors de chaque Assemblée plénière. Il doit déposer une candidature écrite au secrétariat exécutif au moins deux mois avant l'Assemblée plénière. Le secrétariat exécutif adresse la liste des candidatures à la commission technique et aux membres du Réseau dans les cinq jours ouvrables suivant la date limite de dépôt des candidatures.

En cas de multiplicité de candidatures, l'élection est à bulletin secret.

Article 5 :

Une commission technique est instituée au sein du Réseau. Elle est composée de la présidence, des deux vice-présidences, du secrétariat exécutif et des membres fondateurs. Le président du Réseau peut inviter d'autres instances membres à participer aux travaux de la commission technique.

La commission technique se réunit au moins une fois par an entre deux assemblées plénières, à l'invitation de l'instance assurant la vice-présidence entrante.

Elle vise à soutenir la présidence et les deux vice-présidences du Réseau.

Elle assure à cet effet les missions suivantes :

- évaluer les travaux de la précédente Assemblée plénière et les recommandations et décisions adoptées ;
- suivre la mise en œuvre des recommandations et décisions adoptées à l'Assemblée plénière ;
- étudier les questions d'intérêt commun pouvant faire l'objet de débats et discussions au cours des assemblées plénières ;
- proposer un projet d'ordre du jour de l'Assemblée plénière ;
- veiller à l'organisation des séminaires et ateliers thématiques sur des sujets d'intérêt commun décidés à l'Assemblée plénière.

Article 6 :

Un secrétariat exécutif est institué au sein du Réseau. Le secrétariat exécutif du Réseau est assuré par le Conseil supérieur de l'audiovisuel français et la Haute Autorité de la communication audiovisuelle du Maroc.

Il vise à assurer un soutien administratif au Réseau, notamment à la présidence et aux vice-présidences dans l'exercice de leur fonction.

Il exerce à cet effet les missions suivantes :

- assurer la circulation de l'information et de la documentation relatives aux Assemblées plénières et aux commissions techniques ;
- contribuer à la préparation des ordres du jour des Assemblées plénières et des commissions techniques, en lien avec la présidence et les vice-présidences ;
- rédiger les comptes rendus et les relevés de décision des Assemblées plénières et des commissions techniques ;
- administrer le site internet du Réseau ;
- recueillir les candidatures à la vice-présidence et les demandes d'adhésion ;
- veiller à la mise à jour de la liste de contacts du Réseau.

Article 7 :

Des groupes de travail thématiques à vocation temporaire peuvent être créés pour une durée d'un an par l'Assemblée plénière, à l'initiative d'au moins trois membres du Réseau. Les membres du Réseau participent, sur une base volontaire, aux travaux desdits groupes.

Article 8 :

Les langues de travail du Réseau sont le français, l'anglais et l'arabe.

Article 9 :

Le Réseau peut réviser la présente Charte à la majorité des instances membres. Tout projet de révision doit être inscrit au préalable à l'ordre du jour de l'Assemblée plénière.

La présente Charte est adoptée à Barcelone le 18 novembre 2016.



**Déclaration du réseau
des instances de régulation méditerranéennes
sur la régulation des contenus audiovisuels**

Reggio Calabria, Italie

3 octobre 2008

Préambule

Les institutions membres du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes, désignées ci-après par les « institutions de régulation méditerranéennes »,

Pleinement conscientes de l'apport humaniste de la civilisation méditerranéenne qui est leur patrimoine commun, ainsi que des valeurs de liberté, de tolérance, de respect mutuel et de diversité qui y sont attachées,

Rappelant les impératifs posés notamment par les conventions et déclarations internationales relatives aux droits de l'Homme et à la protection des mineurs,

Considérant que la liberté de communication s'exerce dans le respect de principes d'égalité tels que le respect de la dignité humaine, l'état de droit, le pluralisme, la protection des mineurs, la lutte contre la haine et la violence pour des raisons de race, de sexe, de culture, de religion, de nationalité ou toute autre base de discrimination,

Soulignant l'impact social et culturel des médias audiovisuels au-delà des frontières et la nécessité d'établir des principes fondamentaux communs pour les contenus audiovisuels, tout en respectant les spécificités nationales,

Affirmant que la convergence des technologies et l'effacement des frontières physiques n'entament en rien les valeurs communes reconnues dans les pays et régions des institutions de régulation méditerranéennes,

Décident par la présente Déclaration et selon les attributions reconnues à chacune d'elles de convenir de principes communs auxquels les instances de régulation méditerranéennes expriment la volonté de sensibiliser les fournisseurs de services médias audiovisuels, et qui pourraient, notamment, servir de référentiel supplémentaire pour la régulation des contenus audiovisuels.

CHAPITRE 1

Régulation des contenus

Article 1 :

Dans le respect des règles nationales et internationales auxquelles elle est soumise, chaque institution de régulation méditerranéenne entend se référer, dans le cadre de sa régulation des services audiovisuels et dans la limite des attributions qui lui sont reconnues par son Droit national, aux principes énoncés aux articles 2 à 5.

1^{re} partie : respect des valeurs, principes et droits fondamentaux

Article 2 :

Les institutions de régulation méditerranéennes veillent à faire respecter par les fournisseurs de services de médias audiovisuels les valeurs, principes et droits fondamentaux associés à la dignité humaine.

Article 2-1 : Respect de la personne humaine et de l'altérité

Chaque institution de régulation méditerranéenne s'assure que les fournisseurs de services de médias audiovisuels, dans l'ensemble de leurs programmes, veillent :

- à respecter la dignité de la personne ;
- à ne pas inciter à des pratiques ou comportements inhumains ou dégradants ;
- à respecter, la dignité des personnes dans le traitement de l'information ;
- à respecter la vie privée, l'image, l'honneur et la réputation des personnes ;
- à ne pas exploiter l'inexpérience et la crédulité des personnes vulnérables, en particulier les enfants et les adolescents ;
- à ne pas inciter à la haine, à la violence ou à la discrimination pour des raisons de race, de sexe, de culture, de religion, de nationalité ou toute autre base de discrimination ;
- à ne pas encourager des attitudes de rejet ou de xénophobie envers certaines communautés ou les ressortissants d'autres pays ;
- à respecter, le cas échéant, à promouvoir la diversité culturelle des sociétés méditerranéennes dans un esprit de tolérance et de compréhension mutuelle.

Article 2-2 : Préservation de l'État de droit

Chaque institution de régulation méditerranéenne entend s'assurer que les fournisseurs de services de médias audiovisuels, dans l'ensemble de leurs programmes, veillent :

- à ne pas faire l'apologie de la violence et du terrorisme ;
- à ne pas diffuser de documents audiovisuels prônant la violation de la troisième convention de Genève sur les prisonniers de guerre ;

- à ne pas diffuser de programmes susceptibles d'inciter à des pratiques illégales.

2^e partie : protection de l'enfance et de l'adolescence

Article 3 :

Les institutions de régulation méditerranéennes veillent à la protection des enfants et des adolescents, en tenant compte de la notion d'intérêt supérieur de l'enfant conformément à la Convention internationale des droits de l'enfant.

Article 3-1 : Protection de l'enfance contre les contenus à caractère sexuel et violents

Les institutions de régulation méditerranéennes veillent plus spécifiquement au respect de l'article 34 de la Convention internationale des droits de l'enfant selon lequel « Les États parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle ».

À cette fin, chaque institution de régulation méditerranéenne veille à ce que les programmes de nature pornographique et de violence extrême ou gratuite ne soient pas accessibles au public, que moyennant un système de verrouillage.

Article 3-2 : Protection de l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent

Les institutions de régulation méditerranéennes veillent au respect de l'article 17 de la Convention internationale des droits de l'enfant qui vise à protéger l'enfant contre les images qui peuvent nuire à son bien-être.

00000

Chaque institution de régulation méditerranéenne veille à ce que les fournisseurs de services de médias audiovisuels avertissent le public, sous des formes appropriées qui peuvent être facilement identifiables également par les personnes sourdes et malentendantes, lorsque des programmes de quelque nature que ce soit :

- contiennent des images et/ou des sons susceptibles de heurter la sensibilité des enfants et des adolescents ;
- ou qui sont susceptibles de nuire à leur épanouissement, notamment lorsque des images et/ou des sons difficilement soutenable ou violents, ou des témoignages relatifs à des événements particulièrement dramatiques, sont diffusés dans les journaux d'information, les émissions d'information ou d'autres programmes de nature similaire.

Chaque institution de régulation méditerranéenne veille à ce que les fournisseurs de services de médias audiovisuels ne diffusent pas de programmes susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement des mineurs, de mettre en danger leur intégrité physique, particulièrement

ceux banalisant la consommation de tabac, d'alcool et de drogues illégales, ou de les inciter à des comportements violents.

Article 3-3 : Éducation des enfants et des adolescents au respect des droits humains

Les institutions de régulation méditerranéennes veillent à l'application de l'article 29 de la convention internationale des droits de l'enfant, en encourageant les fournisseurs de services de médias audiovisuels à éduquer les enfants au respect des droits de l'homme et à la tolérance.

Chaque institution de régulation méditerranéenne s'assure tout particulièrement qu'aucun programme destiné aux enfants et aux adolescents ne soit contraire aux articles 2-1 et 2-2 de la présente déclaration.

3^e partie : honnêteté de l'information et pluralisme des opinions

Article 4 :

Les institutions de régulation méditerranéennes sont attachées à la liberté d'information et d'expression énoncées aux articles 18 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Elles estiment que la liberté d'information s'accompagne d'une obligation d'honnêteté de l'information et que la liberté d'expression et le respect de la pluralité des opinions implique le respect de la pluralité des opinions et des droits fondamentaux.

Article 4-1 : Honnêteté de l'information

Les institutions de régulation méditerranéennes veillent à ce que l'exigence d'honnêteté de l'information s'applique à l'ensemble des programmes diffusés par les fournisseurs des services médias audiovisuels.

Chaque institution de régulation méditerranéenne s'assure que les fournisseurs de services de médias audiovisuels, dans l'ensemble de leurs programmes, veillent à procéder, en temps opportun, aux rectifications nécessaires, dans l'hypothèse d'une diffusion d'informations susceptibles d'induire en erreur. Ces rectifications doivent se faire dans des conditions comparables à celles où des informations inexacts ont été diffusées.

Article 4-2 : Respect du pluralisme des opinions

Les institutions de régulation méditerranéennes, attachées au pluralisme, veillent à ce que les fournisseurs de services de médias audiovisuels respectent la diversité des opinions et d'expression, afin de favoriser la liberté de chacun de se former sa propre opinion. L'expression de la diversité des opinions doit se faire dans le respect des principes rappelés par les articles 2-1 et 2-2 de la présente déclaration.

CHAPITRE II

Mise en œuvre de la déclaration

4^e partie : coopération et mécanismes communs de régulation

Article 5 :

Les institutions de régulation méditerranéennes s'engagent à mettre en œuvre cette Déclaration en appliquant ses principes dans la régulation des contenus audiovisuels en assurant, à travers la coopération internationale, une régulation concertée et effective.

Les institutions de régulation méditerranéennes s'engagent par la présente déclaration à échanger des informations et à coopérer, dans la limite de leurs attributions légales respectives, dans la régulation des contenus des fournisseurs de services de médias audiovisuels reçus dans les pays ou régions dont l'institution de régulation est membre du Réseau.

Dans le cas particulier des contenus audiovisuels transfrontières, les membres du réseau s'engagent par la présente déclaration à la transparence et à l'information mutuelles.

Faite lors de la 9^e assemblée plénière à Marrakech, le 30 novembre 2007 et adoptée lors de la 10^e assemblée plénière à Reggio Calabria, le 3 octobre 2008



Déclaration d'intention relative à la protection des jeunes publics et à la lutte contre la violence dans les médias

Le Réseau des institutions de régulation méditerranéennes vient d'adopter une déclaration d'intention relative à la protection des jeunes publics et à la lutte contre la violence dans les médias.

Réunies les 1^{er} et 2 octobre 2009 à l'initiative de M. Juan Montabes Pereira, président du Conseil Audiovisuel d'Andalousie (CAA), et nommé président à l'issue de la réunion, les institutions membres ont réaffirmé, sous la direction de M. Corrado Calabrò, président de l'institution italienne (*Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni*, AGCOM) leur détermination à donner plein effet à la Déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels, adoptée le 3 octobre 2008 à Reggio Calabria.

Les institutions membres s'inquiètent de la complexité de la régulation s'attachant à la multiplication des offres audiovisuelles qui sont liées à la généralisation des technologies numériques, à l'insuffisant encadrement de la diffusion par satellite et à l'apparition des chaînes destinées aux bébés.

Les principales mesures pour lutter contre cette situation sont :

- la généralisation d'une signalétique lors de la diffusion des programmes destinés au jeune public ;
- l'information systématique des parents sur les dangers de la télévision pour les enfants de moins de trois ans et notamment les chaînes de télévision qui leur sont destinées ;
- le renforcement de la coopération entre les institutions de régulation, notamment par l'établissement d'une liste commune d'experts de la protection de l'enfance et par la création, dans l'un des pays du réseau, d'un atelier de formation destiné aux personnes chargées de la protection du jeune public ;
- le lancement d'une alliance méditerranéenne pour l'éducation aux médias en vue de mieux informer et de mieux responsabiliser parents, éducateurs, enseignants et enfants.

RIRM, 11^e assemblée plénière, Grenade, Espagne, 2 octobre 2009



Déclaration relative aux émissions de télé réalité

Les institutions membres du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes (RIRM), réunies les 24 et 25 novembre 2011 à La Valette, sous la présidence du RTÜK de Turquie, à l'invitation de l'autorité de la radiodiffusion maltaise (BAM) nommée à la présidence du réseau à l'issue de la réunion, ont réaffirmé leur détermination à donner plein effet à la Déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels, adoptée le 3 octobre 2008 à Reggio Calabria.

Les institutions membres, confrontées au développement des émissions dites de télé réalité, y compris dans leurs déclinaisons sur d'autres supports, constatant l'impact social de ces émissions et les risques qu'elles peuvent présenter pour les participants et le jeune public, s'engagent à :

- instaurer un dialogue avec les professionnels de l'audiovisuel et les représentants de la société civile ;
- améliorer la protection des publics fragiles en accordant une attention particulière au respect de la dignité humaine.

À cette fin, elles veillent à ce que les émissions de télé réalité diffusées par les fournisseurs de services de médias audiovisuels placés sous leur compétence :

- ne créent pas des situations pouvant porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne ;
- soient accompagnées d'une signalétique adaptée ;
- portent à la connaissance du public des renseignements relatifs aux modalités de réalisation des émissions (conditions de tournage, sélection des participants).

Elles encouragent les fournisseurs de services de médias audiovisuels et les producteurs à :

- prévenir les situations dégradantes et les atteintes aux droits fondamentaux par des codes de conduite appropriés ;
- réfléchir à la responsabilité sociale et éthique concernant les valeurs que véhiculent ces émissions ;
- être particulièrement vigilants dans le choix des participants ;
- organiser un suivi psychologique des candidats avant, pendant et après chaque émission.

RIRM, 13^e assemblée plénière, Malte, La Valette, 25 novembre 2011



Déclaration relative à la lutte contre les stéréotypes fondés sur le genre dans les médias audiovisuels

Les institutions membres du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes (RIRM), réunies les 22 et 23 novembre 2012 à Lisbonne, sous la présidence de l'Autorité de radiodiffusion de Malte (BAM), à l'invitation de l'Autorité portugaise de régulation pour la communication sociale (ERC) nommée à la présidence du réseau à l'issue de la réunion, ont réaffirmé leur détermination à donner plein effet à la déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels adoptée le 3 octobre 2008 à Reggio Calabria.

Elles ont décidé d'adopter une Déclaration relative à la lutte contre les stéréotypes fondés sur le genre dans les médias audiovisuels, en application de l'article 2.1 de la déclaration précitée relatif au respect de la personne humaine et de l'altérité.

Les institutions membres, conscientes du rôle qu'elles doivent jouer pour promouvoir une représentation des femmes non stéréotypée dans les médias audiovisuels, s'engagent à mener des actions pendant la présidence portugaise 2012/2013 avec les objectifs suivants :

- Adopter des indicateurs et des outils d'évaluation qui permettent d'identifier le sexisme et la diffusion de stéréotypes discriminatoires dans les médias audiovisuels, en particulier dans les programmes d'information, les émissions de fiction et de divertissement, ainsi que dans la publicité ;
- Promouvoir la réalisation d'études ou de recherches en utilisant une approche concertée qui permette d'évaluer de façon homogène la discrimination de genre dans les contenus audiovisuels ;
- Engager une collaboration active et volontariste avec les médias audiovisuels par la voie de la co-régulation pour lutter efficacement contre les stéréotypes sexistes dans les programmes.

À cette fin, le Réseau des institutions de régulation méditerranéennes décide de la mise en place d'un groupe de travail pour mettre en œuvre les objectifs de cette déclaration.

RIRM, 14^e assemblée plénière, Lisbonne, Portugal, 23 novembre 2012



Déclaration sur le traitement de l'information relative à la crise des réfugiés et des migrants méditerranéens dans les médias audiovisuels

Les autorités membres du Réseau des instances de régulation méditerranéennes (RIRM), ci - après dénommés les autorités de régulation méditerranéennes, réunies les 17 et 18 novembre 2016 à Barcelone, en Espagne, sous la présidence de l'Agence pour les médias électroniques de la Croatie (AEM) et à l'invitation de la Commission espagnole des marchés et de la concurrence (CNMC), nommée à la présidence du réseau lors de la réunion,

Préoccupées par la crise de déplacement sans précédent que connaît le monde, et en particulier la région méditerranéenne, où plusieurs millions de personnes incluant des réfugiés et des migrants ont été déplacés de leurs lieux d'origine ;

Reconnaissant que la Méditerranée est au cœur de ce phénomène qui pose de nouveaux défis politiques, sociaux et humanitaires aux pays et aux sociétés méditerranéennes ;

Rappelant la grande variété de la couverture de la crise actuelle des réfugiés et des migrants dans les médias audiovisuels, qui parfois dépeignent ce phénomène sans perspective équilibrée ;

Pleinement conscients que les médias audiovisuels peuvent jouer un rôle essentiel en contribuant à une meilleure compréhension, à une meilleure acceptation et au respect des Droits de l'Homme des migrants et des réfugiés par une représentation objective, impartiale et exacte de ce phénomène ;

Réaffirmant leur volonté de donner plein effet à la Déclaration du RIRM sur la régulation des contenus audiovisuels adoptée en Italie le 3 Octobre 2008 à Reggio di Calabria ;

Les autorités de régulation méditerranéennes décident d'adopter la présente Déclaration sur le traitement audiovisuel des migrants méditerranéens et de la crise des réfugiés fondée sur la vision globale de la culture méditerranéenne.

Les autorités de régulation méditerranéennes saluent les efforts réalisés par les médias audiovisuels afin de renforcer la prise de conscience des citoyens. Dans le respect de leurs cadres juridiques respectifs et de leurs compétences spécifiques, elles manifestent leur volonté d'encourager les médias audiovisuels à respecter les orientations suivantes lorsqu'ils fournissent des informations sur le phénomène des migrants et des réfugiés :

- Mettre en œuvre et respecter dans leurs travaux les cinq principes fondamentaux inhérents au journalisme : l'exactitude, l'indépendance, l'honnêteté de l'information, l'humanité et la responsabilité ;

- Préserver la qualité de l'information et la réalisation d'analyses approfondies afin d'éviter une fausse impression de vérité et de réalité fondée sur la propagation de contenus audiovisuels basés sur l'urgence, le sensationnalisme ou la quantité. Eviter l'utilisation répétée des images d'archives qui peuvent être décalées par rapport aux événements relatés ;
- Eviter une description partielle ou incomplète des faits, en fournissant des éléments de contexte, une analyse approfondie ainsi qu'un large éventail de points de vue et d'opinions, afin de présenter une vision complète de ces phénomènes aux citoyens. Donner la parole aux migrants et réfugiés en tant que protagonistes ;
- Veiller, dans le traitement de l'information, à ne pas porter atteinte aux objectifs communs de cohésion sociale et de lutte contre les discriminations. Favoriser l'utilisation d'un langage adéquat et inclusif afin d'empêcher notamment le recours au discours de haine et le racisme ; Respecter, en particulier en ce qui concerne l'information d'intérêt humain, les principes de dignité, de vie privée, d'identité individuelle ou collective des personnes concernées, en évitant le recours aux stéréotypes en prenant en compte la protection des mineurs et notamment leur droit à l'image.

RIRM, 18^e Assemblée plénière, Barcelone, Espagne, le 17 novembre 2016



Déclaration Pour une régulation de l'audiovisuel renouvelée dans l'environnement numérique

Les autorités membres du Réseau des instances de régulation méditerranéennes (RIRM), réunies en assemblée plénière à Marseille les 16 et 17 novembre 2017, à l'occasion du 20^e anniversaire du Réseau ;

attachées, dans la continuité de la Déclaration de Barcelone des 27 et 28 novembre 1995, au **patrimoine commun** de culture et d'histoire, qui forme le socle de la **civilisation méditerranéenne** ;

réaffirmant **la permanence et la pertinence des principes communs** énoncés en 2008 dans la Déclaration de Marrakech-Reggio Calabria sur la régulation des contenus audiovisuels, à savoir, le respect de la personne humaine, la lutte contre l'incitation à la haine et à la violence, la lutte contre les discriminations, la préservation de l'Etat de droit, la protection de l'enfance et de l'adolescence, l'honnêteté de l'information et le pluralisme des opinions ;

convaincues que la liberté de communication audiovisuelle peut contribuer à **relever les défis multiples auxquels est aujourd'hui confrontée la région dans son ensemble** : développement économique, enjeux migratoires, pluralisme politique, menaces terroristes ;

soulignant particulièrement, dans ce contexte, la **mission des autorités de régulation de veiller à ce que les services de médias audiovisuels concourent à la cohésion sociale notamment** par l'éducation aux médias, par une attention soutenue à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la lutte contre toute forme de discrimination, par la promotion de la diversité et par un traitement médiatique adapté à des situations de crise ;

conscientes que les **évolutions rapides et profondes** de la communication audiovisuelle à l'ère numérique font naître des opportunités et des **problématiques nouvelles**, notamment du fait de la multitude des acteurs, des multiples modes d'accès aux médias et aux contenus audiovisuels, du développement de nouveaux usages et de la circulation transfrontière des services et des données ;

considérant **le rôle croissant des plateformes de partage de vidéos, des réseaux sociaux et des services de diffusion en direct par internet** pour l'information des citoyens, la formation des opinions publiques et des références culturelles, notamment pour les nouvelles **générations** ;

considérant que l'accès aux médias et aux contenus audiovisuels par le biais d'**algorithmes** ne devrait pas avoir lieu au détriment des exigences de pluralisme des courants d'opinions et de promotion de la diversité culturelle, notamment des cultures dont le bassin méditerranéen est le creuset ;

s'accordant sur la nécessité d'**adapter le périmètre et les formes de la régulation** à l'environnement numérique, afin d'assurer le respect des principes fondamentaux partagés par les régulateurs méditerranéens ;

attentives, par conséquent, aux différentes initiatives allant dans le sens de l'adaptation du cadre juridique de l'audiovisuel à l'environnement numérique, à l'instar des travaux en cours au niveau européen ;

s'engagent, par la présente Déclaration, et selon les attributions reconnues à chacune d'entre elles, à **oeuvrer résolument pour une régulation de la communication audiovisuelle adaptée à l'ère numérique et à ses exigences démocratiques**, en particulier à **l'objectif de cohésion sociale, plus que jamais partagé au sein de l'espace méditerranéen**.

Les autorités membres du Réseau des instances de régulation méditerranéennes s'engagent ainsi, et selon leurs attributions, à :

- **adapter leurs pratiques et outils de régulation, en veillant à y associer tous les acteurs de la communication audiovisuelle**, notamment les nouveaux services numériques ;

- **rassembler et partager leur savoir et leur pratique de la régulation dans un environnement numérique, en renforçant leur coopération dans le cadre du RIRM, comme à titre bilatéral ;**

- **poursuivre et approfondir les travaux du RIRM** sur la nécessaire évolution de la régulation de l'audiovisuel ;

- **mettre ces travaux à la disposition des pouvoirs publics** et des instances régionales et internationales pour alimenter leur réflexion sur les enjeux de la communication audiovisuelle à l'ère numérique.

RIRM, 19^e Assemblée plénière, Marseille, France, le 17 novembre 2017



Permanent Conference of the Mediterranean Audiovisual Operators
المؤتمر الدائم للتواصل السمعية والبصرية في حوض البحر الأبيض المتوسط
Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen

PROTOCOLE d'ENTENTE

entre

le Réseau des Institutions de Régulation Méditerranéennes (RIRM)

et

la Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen (COPEAM)

PREMISSE

Le **Réseau des Institutions de Régulation Méditerranéennes (RIRM)** a été créé en 1997, afin de renforcer les liens culturels et historiques qui existent entre les deux rives de la Méditerranée et de permettre aux instances de régulation indépendantes du Bassin méditerranéen, dans le contexte de la mondialisation, d'identifier les enjeux communs auxquels elles sont confrontées.

Le RIRM constitue une plate-forme de discussion, d'échanges réguliers d'information et d'initiatives communes sur les questions relatives à la régulation audiovisuelle. Il agit comme un levier pour une communication libre et responsable dans l'espace méditerranéen.

Depuis sa création en 1996, la **COPEAM (Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen)** – qui regroupe la grande majorité des radio-télévisions publiques ainsi que des professionnels indépendants du monde des médias et de la culture de la Méditerranée - a contribué à faire de l'audiovisuel méditerranéen un vecteur de promotion des savoirs, d'incitation aux débats d'idées, de partage de créations, de circulation des oeuvres culturelles et audiovisuelles dans toute la Région euro-méditerranéenne.

Dans le cadre sus-exposé et compte tenu de la concordance de leur mission et des objectifs respectifs dans les domaines suscités, la **COPEAM** et le **RIRM** entendent, par le présent accord,

- **promouvoir une action commune visant notamment à développer le troisième axe du plan d'action stratégique de la COPEAM qui a été adopté, sous forme de Résolution finale adressée aux chefs d'Etats et de gouvernement euro-méditerranéens, par l'Assemblée Générale du Caire, le 19 avril 2009 (V. doc. en annexe),**

consistant à

- **favoriser la mise en place d'un cadre juridique partagé dans le domaine de la diffusion, de la production et de la protection des programmes audiovisuels et radiophoniques**

et

- **soutenir le développement d'un cadre harmonisé de régulation en s'appuyant sur la Déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels du RIRM adoptée lors de la 10ème réunion à Reggio Calabria, le 3 octobre 2008 (V. doc. en annexe).**
- **S'inscrire durablement dans le processus de l'Union pour la Méditerranée par le renforcement du secteur audiovisuel méditerranéen.**

Fait à Paris, le 11 avril 2010

Président du RIRM

M. Juan Montabes Pereira

Président de la COPEAM

M. Emmanuel Hoog



COMMUNIQUÉS DE PRESSE DES ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES

Création du Réseau des instances de régulation méditerranéennes Barcelone, Catalogne, Espagne, 29 novembre 1997	31
2^e assemblée plénière Athènes, Grèce, 18 et 19 Juin 1998	32
3^e assemblée plénière Lisbonne, Portugal, 23-24 septembre 1999	33
4^e assemblée plénière Naples, Italie, 21 juillet 2000	35
5^e assemblée plénière La Valette, Malte, 2001	36
6^e assemblée plénière Nicosie, Chypre, 22-23 Janvier 2004	37
7^e assemblée plénière Paris, France, 11 et 12 juillet 2005	38
8^e assemblée plénière Barcelone, Catalogne, Espagne, 5 -7 juillet 2006	39
9^e assemblée plénière Marrakech, Maroc, 29-30 novembre 2007	41
10^e assemblée plénière Reggio Calabria, Italie, 2 et 3 octobre 2008	44
11^e assemblée plénière Grenade, Andalousie, Espagne, 1 et 2 octobre 2009	46
12^e assemblée plénière Istanbul, Turquie, 30 septembre et 1 ^{er} octobre 2010	49
13^e assemblée plénière La Valette, Malte, 24 et 25 novembre 2011	52
14^e assemblée plénière Lisbonne, Portugal, 11 et 23 septembre 2012	54

15^e assemblée plénière Limassol, Chypre, 24 et 25 Octobre 2013	56
16^e assemblée plénière Nouakchott, Mauritanie, 10 et 11 novembre 2014	57
17^e assemblée plénière Split, Croatie, 1 ^{er} et 2 octobre 2015	59
18^e assemblée plénière Barcelone, Espagne, 17 et 18 novembre 2016	60
19^e assemblée plénière Marseille, France, 16 et 17 novembre 2017	62



Création du Réseau des instances de régulation méditerranéennes

Barcelone, Catalogne, Espagne, 29 novembre 1997

Constitution d'un réseau permanent d'échange d'information entre les conseils de l'audiovisuel des pays de la méditerranée

Le samedi 29 novembre 1997 a été signé par les représentants des conseils de l'audiovisuel de la France, du Portugal, de l'Italie, de la Grèce et de la Catalogne un accord prévoyant la constitution d'un Réseau permanent des instances de régulation des médias audiovisuels de la Méditerranée dans le but de mettre en place une plate-forme de discussion, d'échange d'information et de recherches concernant la régulation audiovisuelle.

L'accord a été signé par M. Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel de France (CSA), M. Eduardo Trigo, vice-président de l'Alta Autoridade para a Comunicação Social du Portugal (AACS), M. Antonis Manitakis, vice-président du Conseil national de radio-télévision de la Grèce (CNRTV), M. Giorgio d'Amato, secrétaire général de l'Ufficio del Garante per la Radiodiffusione e l'Editoria d'Italie, et M. Luis de Carreras, président du Consell de l'Audiovisuel de Catalunya (CAC).

La signature de cet accord est le résultat le plus important de la 1^{ère} rencontre des instances de régulation des pays méditerranéens membres de l'Union européenne qui s'est tenue ce week-end à Barcelone sous le patronage du Conseil supérieur de l'audiovisuel de France (CSA) et du Consell de l'Audiovisuel de Catalunya (CAC). Au cours de ces deux journées de travail, les participants ont échangé des informations concernant les problèmes communs auxquels ils doivent faire face ainsi que sur les différents cadres normatifs qui règlent le fonctionnement des conseils de l'audiovisuel présents à cette rencontre. Les participants ont par ailleurs décidé d'organiser une rencontre annuelle et de mettre en place un Secrétariat permanent ayant son siège au Conseil supérieur de l'audiovisuel de France (CSA).

La deuxième rencontre aura lieu l'année prochaine à Athènes, sous les auspices du Conseil national de radio-télévision de la Grèce (CNRTV).

Les participants ont été reçus par le Président du parlement catalan. M. Jean Revenos et par le Ministre de la Présidence du gouvernement catalan, M. Xavier Trias.

Barcelona, le 29 novembre 1997

RÉSEAU DES INSTANCES
DE RÉGULATION
MÉDITERRANÉENNES



2^e assemblée plénière
Athènes, Grèce, 18 et 19 Juin 1998

La deuxième rencontre du Réseau des instances de régulation des médias des pays méditerranéens s'est tenue à Athènes les 18 et 19 Juin 1998.

Faisant suite à la réunion de Barcelone des 28 et 29 Novembre dernier, l'Autorité italienne des communications, le Conseil de l'audiovisuel catalan, le Conseil supérieur de l'audiovisuel français et la Haute Autorité pour la communication sociale portugaise se sont retrouvés à Athènes à l'invitation du Conseil national de radiotélévision grec.

Afin de mieux tenir compte de la diversité de l'identité méditerranéenne, le réseau a décidé, à l'unanimité, de s'élargir et d'inviter les instances de régulation des pays suivants : Chypre, Israël, Malte, la Tunisie et la Turquie. La prochaine réunion sera organisée par la Haute Autorité pour la communication sociale à Lisbonne en 1999.

L'Italie a invité les participants à Naples pour la rencontre de l'an 2000. La Présidence sera assurée pour une année par l'instance organisatrice. La Déclaration de Barcelone, document directeur du réseau, sera modifiée dans ce sens.

Entre temps, un groupe de travail composé d'experts désignés par chaque instance se réunira à Paris au Conseil supérieur de l'audiovisuel afin de réfléchir sur la régulation du satellite, du câble et de la diffusion numérique.

Le Secrétariat permanent du réseau continue d'être assuré par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel français.

La majeure partie des débats de la seconde deuxième du réseau a été consacrée à la protection de l'enfance et de l'adolescence dans les programmes télévisés. La Catalogne, la France, l'Italie et le Portugal ont présenté leurs expériences nationales en la matière. La Grèce a présenté son projet de code de déontologie. Un très net consensus a été constaté en faveur de la signalétique des programmes, de l'autorégulation, et de la responsabilisation des parents et des diffuseurs.

Cette situation présuppose une concertation permanente avec l'ensemble des opérateurs.

RÉSEAU DES INSTANCES
DE RÉGULATION
MÉDITERRANÉENNES



3^e assemblée plénière

Lisbonne, Portugal, 23-24 septembre 1999

Le Réseau des instances de régulation méditerranéennes a été créé le 29 novembre 1997 à Barcelone à l'initiative du Consell de l'Audiovisuel de Catalogne, CAC, et, du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA, afin d'agir comme un forum de discussion, d'échange d'informations et de recherche sur le sujet de la régulation des médias.

L'accord de Barcelone a été signé par cinq autorités de pays membres de l'Union Européenne: le Consell de l'Audiovisuel de la Catalogne et le Conseil supérieur de l'audiovisuel de France, le Conseil National de la Radio-Télévision, CNRTV de Grèce, l'Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni d'Italie et la Alta Autoridade Para a Comunicação Social, AACS du Portugal. A Barcelone, les participants ont décidé d'organiser une réunion annuelle, afin d'établir une présidence tournante du réseau. Le pays qui organise la réunion occupe la présidence pour l'année.

Un secrétariat permanent doit être établi dans les locaux du CSA français à Paris

La deuxième réunion a eu lieu à Athènes les 18 et 19 juin à l'initiative de la CNRTV grecque.

Afin de mieux comprendre la diversité méditerranéenne au-delà de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe, le réseau, à l'unanimité, a décidé de se développer et d'inviter les autorités de régulation des pays suivants : Chypre, Israël, Malte, Tunis et Turquie.

Les autorités de régulation israélienne et tunisienne qui n'ont pas pu participer aux travaux de la réunion ont exprimé par la voix de leurs présidents leur grand intérêt pour l'initiative. En outre, le texte de la charte fondatrice leur sera transmis afin qu'ils puissent devenir membres avant la prochaine réunion.

L'autorité reconnue du réseau, la nature de son travail, l'augmentation du nombre des autorités participantes et ses fonctions rendent nécessaire la mise en place d'un site Internet pour répondre aux besoins d'information de ses membres. Le CSA français déjà responsable du Secrétariat permanent du Réseau offre de financer son fonctionnement.

Le Président de la Plateforme européenne des autorités de régulation, EPRA, et, les conseillers spéciaux du Premier ministre du Maroc ont également participé à la réunion en qualité d'observateurs.

Au cours de la réunion, le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel a invité tous les membres du réseau à participer au Sommet Mondial des Régulateurs sur l'internet qui aura lieu à Paris le 30 novembre et le 1er décembre prochains.

Conscients de la difficulté de trouver des solutions nationales aux défis posés par Internet, les participants ont accepté de participer pour partager leurs points de vue sur la question.

Une analyse des situations nationales a montré que, en dépit de leur diversité et de leurs différentes caractéristiques, tous étaient en faveur d'une augmentation des pouvoirs de la plupart des autorités de régulation présentes.

De la même façon, plusieurs préoccupations communes ont été exprimées par les régulateurs quant à l'octroi de licences aux opérateurs privés, l'introduction de règlements anti-concentration et le pouvoir d'imposer des sanctions.

Les représentants des autorités ont ensuite discuté de leurs expériences concernant le fait que leur efficacité dépende des dispositions légales et de la séparation des pouvoirs existant dans les pays concernés. L'adhésion au réseau est ouverte à toutes les autorités de régulation indépendantes des pays méditerranéens.

Conscient des liens culturels et historiques qui unissent les pays des deux côtés de la Méditerranée, et dans le contexte de la mondialisation, le réseau devrait être un moyen efficace d'identifier les défis communs rencontrés par les différentes autorités.

Le Réseau a décidé de se réunir à nouveau en 2000 à Naples à l'invitation de l'Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni qui assumera la présidence.

RÉSEAU DES INSTANCES
DE RÉGULATION
MÉDITERRANÉENNES



4^e assemblée plénière

Naples, Italie, 21 juillet 2000

Le Réseau des instances de régulation des pays méditerranéens s'est réuni à Naples les 20 et 21 juillet 2000.

C'est la quatrième réunion du Réseau depuis sa création, après les réunions de Barcelone (1997), Athènes (1998) et Lisbonne (1999).

Le Réseau a été créé en 1997 par les autorités de régulation française (CSA - Conseil supérieur de l'audiovisuel), catalane (CAC – Consell de l'Audiovisual de Catalunya), portugaise (AACS - Alta Autoridad para e Comunicação Social), italienne (AGC - Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni), et grecque (CNRTV – Commission Nationale de la Radio-Télévision).

À l'occasion de la réunion de Naples, les autorités de Chypre (Cyprus RadioTélévision Authority), Malte (Broadcasting Authority) et Turquie (Radio and Television Supreme Council) ont rejoint le Réseau. Par ailleurs, la Présidente de l'autorité israélienne (Council of Cable and Satellite) et le représentant de l'autorité des télécommunications espagnole (Comisión del Mercado de las Telecomunicaciones) ont participé pour la première fois aux travaux à titre d'observateurs.

Les membres du Réseau ont principalement débattu de deux sujets :

- **les pouvoirs de sanction des autorités de régulation.** L'expérience montre qu'un système de sanction est nécessaire à toute régulation. Mais, malgré la gamme étendue des moyens juridiques à la disposition de toutes les instances (sanctions administratives, sanctions financières, communiqués lus à l'antenne, etc.), les autorités s'accordent à reconnaître qu'elles préfèrent privilégier le dialogue et la médiation ;
- **l'introduction de la télévision numérique terrestre.** Même si la plupart des pays méditerranéens ne sont qu'au début de leur expérience dans ce secteur, le débat a soulevé deux interrogations communes : la concentration des activités éditoriales et techniques d'une part, et la concurrence délicate avec le câble et le satellite d'autre part.

À l'échéance du mandat du Président Enzo Cheli (AGCOM, Italie), le Réseau des instances de régulation des pays méditerranéens a élu son nouveau président pour un mandat d'un an : M. Joseph PIROTTA, Président de la Broadcasting Authority de Malte.

Le Réseau a également décidé de renforcer son secrétariat permanent, en y intégrant, aux côtés du CSA français chargé de la coordination, les instances catalane et chypriote.

Il a enfin été décidé que la prochaine réunion du Réseau se tiendra à La Valette (Malte) en mai 2001.



5^e assemblée plénière
La Valette, Malte, 2001

La cinquième réunion du réseau s'est tenue à Malte en 2001 à l'invitation de la Broadcasting Authority de Malte (BAM). Cette rencontre, à laquelle ont également participé, en tant qu'observateurs, le National Council for Radio and Television albanais (NCRT) et la Comisión del Mercado de las Telecomunicaciones espagnole (CMT) ainsi que des représentants de la plate-forme européenne des autorités de régulation (EPRA).

La réunion a permis d'entériner l'adhésion d'un neuvième membre : l'autorité de régulation d'Israël pour le câble et le satellite (Council for Cable TV and Satellite Broadcasting, CCTSB). Les participants ont particulièrement débattu du rôle du régulateur à l'ère de la convergence. La question de la convergence des autorités de régulation, éclairée par l'expérience italienne, a fait également l'objet de réflexions.

Les autres thèmes évoqués ont porté notamment sur la protection des mineurs et sur la question du développement de la télé-réalité.



6^e assemblée plénière

Nicosie, Chypre, 22-23 Janvier 2004

La 6^e réunion du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes a eu lieu à Nicosie, à Chypre les 22-23 Janvier 2004, sous la présidence de M. Alecos Evangelou, Président de la Cyprus Radio-Television Authority.

Au cours de la réunion, il a été convenu à l'unanimité que M. Alecos Evangelou continuerait à assurer la présidence du Réseau méditerranéen jusqu'à l'organisation de la prochaine réunion du réseau qui aura lieu en France en 2005.

Il a également été convenu que M. Evangelou, en consultation avec le Secrétariat, préparera des suggestions concernant la structure du réseau.

Les autorités de régulation de la Catalogne, de Chypre, de France, de Grèce, d'Israël, d'Italie, de Malte, du Portugal et de Turquie sont membres du Réseau méditerranéen des organismes de réglementation.

Le Réseau, lors de sa réunion à Nicosie, a accepté d'étendre l'adhésion au Conseil national de la radio et de la télévision d'Albanie et à la Commission du marché des télécommunications d'Espagne.

En outre, des représentants de la Second Radio and Television Authority d'Israël, du Ministère de l'Information de l'Autorité nationale palestinienne et de l'ambassade d'Egypte à Chypre, ont participé comme invités à la réunion.

Au cours de la réunion, les documents concernant la réglementation de la radiodiffusion par satellite en France et dans l'Union européenne et la transition de l'analogique à la radiodiffusion numérique ont été discutés.

En outre, ont eu lieu une discussion et un échange de vues sur l'élargissement et le renforcement du réseau, de sorte que les autorités de régulation indépendantes appartenant à d'autres pays du bassin méditerranéen, peuvent aussi devenir membres du Réseau.

Le Réseau méditerranéen a été créé le 29 Novembre 1997 à Barcelone et il offre une plateforme de discussion et d'échange d'information et de recherche sur les questions relatives à la réglementation de la radiodiffusion. Sa mission est de renforcer les liens culturels et historiques entre les pays méditerranéens et d'identifier les défis communs dans un contexte de mondialisation.

Le Secrétariat Permanent du Réseau (qui a été rebaptisé Secrétariat général) est assuré par le Conseil supérieur de l'audiovisuel de France avec le Conseil de la radiodiffusion de Catalogne et la Cyprus Radio-Television Authority.

RÉSEAU DES INSTANCES
DE RÉGULATION
MÉDITERRANÉENNES



7^e assemblée plénière
Paris, France, 11 et 12 juillet 2005

La 7^e réunion du Réseau des Instances de régulation audiovisuelles méditerranéennes s'est tenue à Paris les 11 et 12 juillet, sous la présidence de M. Dominique Baudis, Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Durant la réunion, il a été décidé que M. Dominique Baudis assurerait la présidence du Réseau, jusqu'à la prochaine réunion qui se tiendra à l'invitation du Consell de l'Audiovisual de Catalunya en 2006. La vice-présidence du Réseau sera en conséquence assurée par M. Francesc Codina, Président du Consell de l'Audiovisual de Catalunya en 2006.

Les instances de régulation audiovisuelle d'Albanie, de Catalogne, de Chypre, de France, de Grèce, d'Israël, d'Italie, de Malte, du Portugal, d'Espagne et de Turquie sont membres du Réseau des instances de régulation audiovisuelle méditerranéennes.

Le Réseau, lors de sa réunion de Paris, a décidé d'accueillir parmi ses membres la Haute Autorité de la communication audiovisuelle du Royaume du Maroc et la Second Authority for Television and Radio d'Israël.

En outre, le président de la plate-forme européenne des autorités de régulation (EPRA), le Ministre de l'information de l'Autorité palestinienne, des représentants du Conseil national de l'audiovisuel du Liban, de la Commission audiovisuelle de Jordanie, et de la télévision égyptienne ainsi que de la Commission européenne ont participé à la réunion en tant qu'invités.

Durant la réunion, les thèmes de la régulation audiovisuelle à l'heure de la convergence et des nouvelles technologies et de la liberté de communication et du contrôle des programmes ont été discutés. Les débats ont en outre porté sur le renforcement et l'élargissement du Réseau. Sa charte fondatrice prévoit que le Réseau soit ouvert à la candidature d'autres régulateurs indépendants appartenant à des pays du bassin méditerranéen. Pour développer les échanges entre les partenaires du Réseau, un site internet sera lancé d'ici la fin de l'année. Chaque participant s'est également engagé à apporter à cette date une contribution de 1500 €.

Le Réseau des instances de régulation méditerranéennes a été créé le 29 novembre 1997 à Barcelone. Il constitue un cadre de discussions, d'échanges réguliers d'informations et de recherche sur les questions relatives à la régulation audiovisuelle. Son objectif est de renforcer les liens culturels et historiques entre les pays de la Méditerranée et de répondre aux défis communs que fait naître la mondialisation.



8^e assemblée plénière

Barcelone, Catalogne, Espagne, 5 -7 juillet 2006

La 8^e réunion du Réseau des instances de régulation méditerranéennes s'est tenue à Barcelone du 5 au 7 juillet 2006, sous la présidence de M. Dominique Baudis, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, président sortant du Réseau. Dans son discours d'ouverture, il a rappelé l'esprit du Réseau créé le 29 novembre 1999 à Barcelone : favoriser l'émergence d'un espace audiovisuel en Méditerranée fondé sur des idéaux communs comme la justice, la paix et la liberté.

Il a été décidé que M. Josep Carbonnell, président du Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC), assurerait la présidence du Réseau jusqu'à la prochaine réunion qui se tiendra au Maroc en 2007, à l'invitation de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. La vice-présidence du Réseau sera en conséquence assurée par M. Ahmed Ghazali, Président de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle du Maroc.

La réunion de 2008 se tiendra en Italie à l'invitation de l'Autorita per le Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM).

Les instances de régulation audiovisuelle d'Albanie, de Catalogne, de Chypre, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Israël, d'Italie, de Malte, du Maroc, du Portugal et de Turquie, sont déjà membres du Réseau.

À Barcelone, le Réseau a décidé d'accueillir deux nouveaux membres : l'Agence républicaine de l'audiovisuel de Serbie et le Consejo Audiovisual d'Andalousie.

Les institutions suivantes étaient représentées en qualité d'invitées : le Conseil de l'Europe, le Parlement européen, la plateforme européenne des autorités de régulation (EPRA) en la personne de son président, le Conseil national de l'audiovisuel du Liban, le Consejo Audiovisual de Navarre, la Commission audiovisuelle de Jordanie, la Conférence permanente des opérateurs audiovisuels en Méditerranée (COPEAM).

Durant les cinq séances plénières de la réunion, les thèmes suivants ont été abordés : la circulation des œuvres en Méditerranée, les défis de la propriété intellectuelle des œuvres audiovisuelles face à la numérisation, les nouveaux développements de la réglementation du Conseil de l'Europe en matière audiovisuelle, la télévision et les mineurs et la révision de la directive européenne Télévision sans frontières.

À la suite des débats suscités par ces sujets, il a été décidé de :

- mettre en œuvre une réflexion collective et consensuelle sur les moyens pouvant aider à mieux diffuser les œuvres dans l'espace méditerranéen, notamment en demandant aux régulateurs de jouer le rôle d'une force de proposition face aux pouvoirs publics et aux diffuseurs;
- mettre en place et institutionnaliser des relations stables entre le Réseau et la COPEAM ;
- laisser les diffuseurs protéger leurs droits comme ils l'entendent, malgré l'inquiétude que suscite la numérisation des œuvres chez les régulateurs ;
- privilégier l'ouverture de principe de la signature de la convention européenne Télévision transfrontières à des pays tiers, en privilégiant notamment l'invitation de ces pays aux réunions du Comité directeur pour la Télévision transfrontières ;
- encourager la mise en place de signalétiques comme en France au Maroc et en Turquie ainsi que l'éducation aux médias afin de responsabiliser les diffuseurs et les parents pour empêcher les programmes pouvant porter préjudice aux mineurs de leur être accessibles ; il a été en outre suggéré de prolonger la discussion relative à la signalétique et à l'autorégulation (modèle italien) sur le site internet du Réseau (www.rirm.org).

Après la présentation par le Secrétariat général permanent du site internet mis en place par le CSA, conformément aux engagements pris pendant la réunion de Paris en 2005, il a été rappelé aux membres du Réseau que son fonctionnement nécessitait le paiement de leur contribution.

Le président Carbonnell a clos la 8^e réunion du Réseau en suggérant qu'un séminaire thématique soit organisé avant la rencontre de 2007 au Maroc.

RÉSEAU DES INSTANCES
DE RÉGULATION
MÉDITERRANÉENNES



9^e assemblée plénière

Marrakech, Maroc, 29-30 novembre 2007

La 9^e réunion du Réseau des instances de régulation méditerranéennes s'est tenue, à l'invitation de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle du Maroc, à Marrakech du 29 au 30 novembre 2007, sous la présidence de M. Josep Carbonell président du Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC).

Parmi les quinze instances membres, douze étaient présentes. La Seconde Autorité pour la radio et la télévision et le Conseil de la télévision par câble et satellite d'Israël ainsi que la Commission espagnole du marché des télécommunications n'ont pu assister à cette rencontre. La réunion de Marrakech a vu la participation de nombre de pays et d'organisations soit en tant que pays observateurs susceptibles, pour certains d'entre eux, de rejoindre le réseau, soit en tant qu'instances liées au RIRM et à ses membres par des programmes ou des projets de coopération et de partenariat.

Les représentants de l'Autorité Palestinienne, de l'Union de la Radio et Télévision égyptienne, de la Commission audiovisuelle de Jordanie, du Conseil national de l'audiovisuel du Liban, du Conseil supérieur de la communication de Tunisie, de la Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel de Mauritanie ont pris part aux débats ainsi que de hauts responsables représentant le Conseil de l'Europe (Division des médias et de la société de l'information), la Plateforme européenne des instances de régulation (EPRA), l'Observatoire européen de l'audiovisuel, le Réseau des instances africaines de régulation de l'audiovisuel et de la communication (RIARC) et le Réseau francophone des régulateurs des médias (REFRAM) créé en juillet 2007.

Deux instances de régulation du Sud méditerranéen, la Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel de Mauritanie et la Commission audiovisuelle de Jordanie, ont rejoint le Réseau. La candidature de la Communications Regulatory Agency de Bosnie-Herzégovine a été également acceptée. Le RIRM compte donc désormais dix-huit instances membres, représentant quinze États du bassin méditerranéen.

Commémorant le dixième anniversaire du réseau, le Président Carbonell a souligné dans son discours d'ouverture le travail accompli au cours de ces dix années pour créer un espace commun de débat et de réflexion. À l'avenir, le réseau s'appuiera sur une coopération toujours plus étroite de tous les pays de l'arc méditerranéen dans la poursuite des objectifs suivants : le

dialogue interculturel, la lutte pour la paix dans la région, le dialogue interreligieux, la justice et les droits humains, la construction d'un espace de bon voisinage à dimension humaine.

Les trois premières séances de travail ont été consacrées à l'échange d'expériences sur la régulation audiovisuelle : l'éthique, la protection des mineurs, l'autorégulation, la convergence et le pluralisme politique dans les médias audiovisuels.

Dans la continuité des travaux de la 7^e réunion du Réseau tenue à Paris en 2005, le Réseau a préparé, au cours de la 4^e session, un document de référence devant servir à l'élaboration d'une déclaration commune concernant la régulation des contenus, présenté par la HACA et par le CSA.

Le texte du projet de déclaration, dans sa première partie, concerne le respect des valeurs, principes et droits fondamentaux dont le respect de la personne humaine et de l'altérité, la préservation de l'ordre public et de la santé publique. La deuxième partie est consacrée à la protection de l'enfance et de l'adolescence, sous l'aspect de la protection contre la violence et les contenus sexuels, mais aussi de protection de leur liberté d'opinion. La troisième partie traite de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme des opinions. La quatrième partie, relative à la mise en œuvre de la future déclaration, prévoit des mécanismes communs de coopération. Dans le cas particulier des chaînes diffusées par satellite, les membres du réseau s'engagent à la transparence et à l'information mutuelle quant aux règles de compétence qui les lient. Ils informent les autres membres du Réseau concernés lorsqu'une sanction ou autre mesure grave, fondée sur les principes de la déclaration, est prononcée contre une chaîne diffusée par satellite à partir d'un pays ou d'une région, ou reçue dans un pays ou une région dont l'instance de régulation est membre du Réseau.

La déclaration de régulation des contenus constitue un ensemble de principes sur lesquels les instances de régulation méditerranéennes doivent s'engager à sensibiliser les éditeurs de chaînes. Elle sera étudiée par chacun des membres séparément, dans l'objectif de transmettre à la Présidence du Réseau des propositions et suggestions, à la suite d'un travail de « légitimation » en interne, selon le mode de fonctionnement et les procédures propres à chaque instance. La Présidence rédigera alors, sur la base des différentes contributions, un projet de déclaration consensuel qui sera adopté formellement à l'occasion de la 10^e réunion du Réseau prévue à Rome en 2008.

Le Président Ghazali a rappelé la nécessité d'une coopération toujours plus étroite au sein du RIRM, souhaitant le voir devenir après dix années d'existence un instrument d'échanges plus porteur de sens et plus structurant.

Suite aux recommandations de la réunion technique de Grenade qui s'est tenue du 19 au 20 juillet 2007 en vue de la préparation de la 9^e réunion, les instances de régulation méditerranéennes ont décidé la mise en place d'une commission technique de suivi du réseau. La commission technique se réunira une fois par an, à mi-chemin entre deux réunions annuelles des Présidents. Le rôle et les missions de la commission technique sont les suivants : mise en œuvre des décisions adoptées par la réunion plénière du réseau, préparation de l'ordre du jour de la réunion plénière du réseau, organisation de séminaires techniques sur des

sujets ponctuels d'intérêt commun. La déclaration et la charte du Réseau seront modifiées en ce sens.

Lors de la cérémonie de clôture, la présidence du Réseau a été confiée à M. Ahmed Ghazali, président de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle du Maroc et la vice-présidence à M. Corrado Calabro, président de l'instance italienne, l'Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni.

La prochaine réunion annuelle du réseau aura lieu en 2008 en Italie à l'invitation de l'AGCOM qui prendra la présidence en 2008. Le Consejo audiovisual de Andalucía assurera dès lors la vice-présidence.



10^e assemblée plénière
Reggio Calabria, Italie, 2 et 3 octobre 2008

La 10^e réunion du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes s'est tenue, à Reggio Calabria à l'invitation de l'Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM) d'Italie, les 2 et 3 octobre 2008, sous la présidence de M. Ahmed Ghazali, président de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (HACA) du Maroc.

Parmi les dix-huit institutions de régulation membres du Réseau, seize étaient présentes. Les deux institutions israéliennes, la Seconde Autorité pour la radio et la télévision et le Conseil de la télévision par câble et satellite n'ont pu assister à cette rencontre.

La réunion de Reggio a vu également la participation de pays et d'organisations soit en tant que pays observateurs susceptibles, pour certains d'entre eux, de rejoindre le réseau, soit en tant qu'instances liées au RIRM et à ses membres par des programmes ou des projets de coopération et de partenariat.

Les représentants de l'Union de la radio et télévision égyptienne, du Conseil national de l'audiovisuel du Liban, du Conseil supérieur de la communication de Tunisie, ainsi que des responsables représentant la Commission européenne, la Plateforme européenne des instances de régulation (EPRA) et l'Observatoire européen de l'audiovisuel, ont pris part aux débats en tant qu'observateurs. A l'issue de cette réunion, le Conseil national de l'audiovisuel du Liban et le Conseil supérieur de la communication de Tunisie, deux instances de régulation du sud méditerranéen, ont rejoint le Réseau en tant que membres.

Le RIRM compte donc désormais vingt institutions membres, représentant dix-sept États du bassin méditerranéen.

Le Président M. Ghazali a souligné le travail accompli par le réseau au cours des dernières années. Grâce à la participation active de ses membres, et à son ancrage croissant au Sud, il ne cesse de constituer un lieu de discussion, de partage et de connaissance mutuelle toujours plus approfondie et un levier pour une communication audiovisuelle méditerranéenne libre et responsable.

La première journée a été consacrée aux présentations et échanges sur trois thèmes d'intérêt commun pour la régulation audiovisuelle dans l'espace méditerranéen : la concentration, le pluralisme des médias et les missions de service public, la gestion de l'arrêt de l'analogique et de la transition numérique et l'éducation aux médias.

La seconde journée était consacrée à la vie du réseau. Une étape décisive a été franchie par l'adoption de la déclaration commune sur la régulation des contenus audiovisuels et de la nouvelle charte de fonctionnement du réseau. Ce nouveau cadre organisationnel favorisera les échanges entre institutions membres autour des grands enjeux de la régulation et permettra de leur apporter les réponses nécessaires.

La déclaration de régulation des contenus audiovisuels présentée par le CSA français et la HACA marocaine lors de la 9^e réunion à Marrakech, a été adoptée dans sa version définitive par les institutions méditerranéennes à Reggio, à la suite d'un processus de concertation entre les membres du réseau pendant l'année écoulée.

Elle constitue, dans le contexte actuel de globalisation, un socle de principes communs et essentiels pour les contenus audiovisuels auquel, les institutions de régulation méditerranéennes s'engagent à sensibiliser les éditeurs de chaînes dans le respect des spécificités nationales. La déclaration servira de référentiel supplémentaire pour la régulation des contenus audiovisuels dans l'espace méditerranéen à l'heure de la convergence technologique et de l'effacement des frontières. Elle repose sur le respect des valeurs, principes et droits fondamentaux partagés par les membres du réseau, tels que le respect de la personne humaine et de l'altérité, la préservation de l'état de droit, la protection de l'enfance et de l'adolescence et l'éducation des mineurs au respect des droits humains, l'honnêteté de l'information et le respect du pluralisme des opinions et d'expression. Elle prévoit des mécanismes de coopération internationale qui assureront une régulation concertée et effective. Dans le cas particulier des contenus audiovisuels transfrontières, les membres du réseau s'engagent à la transparence et à l'information mutuelle.

La charte de fonctionnement du Réseau adoptée à la 10^e réunion dote ce dernier de nouveaux outils.

La commission technique, composée des représentants des institutions assumant la présidence, la vice-présidence, le secrétariat permanent et ouverte aux représentants de toutes les institutions membres du réseau, se voit confier le rôle de vecteur de dialogue et d'espace supplémentaire d'échanges entre les membres. Elle se réunit au moins une fois par an, entre deux réunions plénières, et a pour objectif de constituer un soutien à la présidence, à la vice-présidence et au secrétariat permanent du Réseau.

Le secrétariat permanent, se renforce au sud avec l'intégration de l'institution marocaine qui y siège dorénavant aux côtés des institutions de la France, de la Catalogne et de Chypre.

Lors de la cérémonie de clôture, la présidence du Réseau a été confiée à M. Corrado Calabro, président de l'Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni. La vice-présidence du Réseau sera assurée par le Consejo audiovisual de Andalucía, présidé par M. Juan Montabes Pereira.

La prochaine réunion annuelle du Réseau aura lieu en 2009 en Andalousie à l'invitation de l'institution andalouse.



11^e assemblée plénière

Grenade, Andalousie, Espagne, 1 et 2 octobre 2009

La 11^e réunion du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes s'est tenue à Grenade, à l'invitation du Consejo audiovisual de Andalucía (CAA), les 1^{er} et 2 octobre 2008, sous la présidence de M. Corrado Calabrò, président de l'Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM) d'Italie.

Dix-sept institutions de régulation étaient représentées. Les organisations suivantes ont pris part aux débats en tant qu'observateurs : le Réseau francophone des régulateurs des médias (REFRAM), la Plateforme européenne des instances de régulation (EPRA), le Conseil de l'Europe, la Commission européenne, le Réseau des Instances africaines de régulation (RIARC), l'Union de la radio et télévision égyptienne, la Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen (COPEAM). Le Conseil de la radiodiffusion de la République de Macédoine était également représenté.

À l'issue de cette réunion, le Conseil supérieur de la communication de Tunisie et le Conseil de la radiodiffusion de la République de Macédoine ont rejoint le Réseau en tant que membres-observateurs.

Le RIRM compte désormais dix-neuf institutions membres, représentant seize États du bassin méditerranéen et deux institutions ayant le statut de membre-observateur.

Le Président M. Calabrò a ouvert les travaux en soulignant la tâche accomplie par le réseau, lors de la 10^e réunion de Reggio Calabria, grâce à l'adoption de la Déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels et à sa reconnaissance par les acteurs euro-méditerranéens lors de la conférence de la COPEAM du Caire, le 19 avril 2009. Au sein des institutions européennes, la Déclaration de Reggio a également reçu le soutien du Comité permanent de la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe.

Le Président a rappelé que les travaux du réseau méditerranéen s'appuient sur le principe de la diversité multiculturelle dans le respect des cultures nationales et s'inscrivent dans la lignée de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et du Livre Blanc sur le dialogue interculturel adopté par le Conseil de l'Europe en juin 2008.

La première journée a été consacrée aux présentations et échanges sur deux thèmes d'actualité pour la régulation audiovisuelle dans l'espace méditerranéen : la protection des

mineurs, la violence dans les médias et la télévision pour les bébés (1^{re} session) et la diversité dans les sociétés multiculturelles (2^e session).

Lors de la première session sont intervenus le Liban, le Portugal, la France et l'Italie. Le sujet de la protection des mineurs et de la lutte contre la violence dans les médias a retenu toute l'attention des participants qui ont adopté, afin de donner plein effet à la Déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels, une ***Déclaration d'intention relative à la protection des jeunes publics et à la lutte contre la violence dans les médias*** :

« Les institutions membres se préoccupent de la complexité de la régulation s'attachant à la multiplication des offres audiovisuelles qui sont liées à la généralisation des technologies numériques, à l'insuffisant encadrement de la diffusion par satellite et à l'apparition des chaînes destinées aux bébés.

Parmi les principales mesures préconisées peuvent être citées :

- la généralisation d'une signalétique lors de la diffusion des programmes destinés au jeune public ;
- l'information systématique des parents sur les dangers de la télévision pour les enfants de moins de trois ans et notamment les chaînes de télévision qui leur sont destinées ;
- le renforcement de la coopération entre les institutions de régulation, notamment par l'établissement d'une liste commune d'experts de la protection de l'enfance et par la création, dans l'un des pays du réseau, d'un atelier de formation destiné aux personnes chargées de la protection du jeune public ;
- le lancement d'une Alliance méditerranéenne pour l'éducation aux médias en vue de mieux informer et de mieux responsabiliser parents, éducateurs, enseignants et enfants. »

La seconde session sur la diversité dans les sociétés multiculturelles a fait l'objet de présentations de la Catalogne, du Maroc, de la Turquie et de l'Andalousie. Les participants ont souligné les enjeux pour les régulateurs, en termes de mesure de la richesse des sociétés méditerranéennes, et comme instrument de cohésion sociale, d'intégration, de dialogue, de reconnaissance et de respect mutuel.

Ils ont également salué l'apport de l'initiative prise par les gouvernements de l'Espagne et de la Turquie en faveur de l'Alliance des civilisations visant à promouvoir le dialogue interculturel.

La seconde journée a été d'abord consacrée à la présentation des activités de la Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen (COPEAM) et de la Résolution finale adressée aux chefs d'État et de gouvernement euro-méditerranéens, adoptée lors de l'Assemblée générale du Caire le 19 avril 2009, pour soutenir le développement d'un cadre harmonisé de régulation, à partir de la Déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels du RIRM.

Le représentant de la COPEAM a ensuite relayé aux membres du réseau un message du président de la COPEAM appelant à une coopération accrue entre les deux organisations pour un espace audiovisuel méditerranéen régulé et coordonné.

En second lieu, les discussions ont porté sur la vie du réseau. Une étape décisive pour la gouvernance du réseau a été franchie par l'adoption d'amendements à la charte de fonctionnement du réseau révisant le processus d'adhésion. La création du statut de membre-observateur permettra au réseau d'ouvrir la voie de l'adhésion à de nouvelles institutions du bassin méditerranéen soucieuses de s'inscrire dans un cadre multilatéral, tout en respectant leurs spécificités nationales.

Lors de la cérémonie de clôture, la présidence du réseau a été confiée à M. Juan Montabes Pereira, président du Consejo audiovisual de Andalucia. La vice-présidence du Réseau sera assurée par le Conseil suprême de la radio-télévision de Turquie (RTÜK), présidé par M. Davut Dursun.

La prochaine réunion annuelle du réseau aura lieu en 2010 en Turquie à l'invitation du RTÜK.

RÉSEAU DES INSTANCES
DE RÉGULATION
MÉDITERRANÉENNES



12^e assemblée plénière

Istanbul, Turquie, 30 septembre et 1^{er} octobre 2010

La 12^e assemblée plénière du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes s'est tenue à Istanbul, à l'invitation du Conseil suprême de la radio-télévision de Turquie (RTÜK) les 30 septembre et 1^{er} octobre 2010, sous la présidence de M. Montabes Pereira, président du Consejo audiovisual de Andalucía (CAA).

Quatorze institutions de régulation étaient représentées. Participaient aux travaux comme observateurs les représentants des organisations suivantes : la Commission européenne, l'Observatoire européen de l'audiovisuel et l'Agence pour les médias électroniques de Croatie. Également présents, le Conseil de la radiodiffusion de la République de Macédoine, membre observateur depuis la réunion de Grenade, et l'Agence pour les médias électroniques de Croatie, ont rejoint le réseau respectivement en tant que membre et membre-observateur, à l'issue de la réunion.

Le RIRM compte désormais vingt institutions membres, représentant dix-sept États du bassin méditerranéen, et deux institutions ayant le statut de membre-observateur.

Le Président Montabes Pereira a ouvert les travaux en soulignant la tâche accomplie par le réseau au cours de l'année 2009-2010 à la suite de l'adoption de la Déclaration d'intention relative à la protection des jeunes publics et à la lutte contre la violence dans les médias, appelant à une Alliance méditerranéenne pour l'éducation aux médias. Il a également salué l'avancée de 2008 marquée par l'adoption de la Déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels et sa reconnaissance par les acteurs euro-méditerranéens au cours de l'année écoulée.

Le Président a rappelé que les travaux du réseau méditerranéen s'appuient sur la recherche d'un cadre juridique partagé autour de valeurs communes aux régulateurs de la zone fondé sur le principe de la diversité culturelle dans le respect des spécificités nationales. Face à la multiplication des contenus numériques et satellitaires, le réseau doit poursuivre ses efforts dans la voie d'une régulation concertée et partagée avec l'ensemble des acteurs de l'espace méditerranéen.

Puis, M. Davut Dursun, président du RTÜK, vice-président du réseau a, à son tour, rappelé l'importance de la coopération multilatérale dans la zone et la dimension régionale du RIRM. Il a souligné l'implication croissante de son autorité dans le réseau. M. Bülent Arınç, Vice Premier ministre et ministre d'État, présent pendant la réunion, a ensuite adressé un message d'accueil aux participants.

La première journée a été consacrée aux présentations et échanges sur deux thèmes d'actualité pour la régulation audiovisuelle dans l'espace méditerranéen : la protection des mineurs : régulation et corégulation (signalisation) et nouveaux services (1^{re} session) et la représentation de la femme dans les médias (2^e session).

Lors de la première session sont intervenus la Turquie, la Catalogne, la France et le Maroc. Le sujet de la signalisation des programmes, dans le contexte actuel de développement des nouveaux services, a retenu toute l'attention des régulateurs. Tout comme la variété des critères employés et les différents niveaux de signalétique appliqués à un même programme dans plusieurs pays. Les participants ont émis le souhait d'engager une réflexion commune sur le sujet, proposant la mise en place d'un outil de travail sur les critères en usage pour la classification des fictions, séries télévisées, vidéo-musiques diffusés dans différents pays.

La seconde session sur la représentation de la femme dans les médias a fait l'objet de présentations de l'Andalousie, du Portugal, de l'Italie et du Maroc. De nombreuses études et travaux sur le sujet ont vu le jour mettant en relief les spécificités nationales. Les participants ont souligné les enjeux pour les régulateurs, en termes de mesure de l'égalité des genres, du progrès et de l'intégration des sociétés méditerranéennes, au nord comme au sud.

La seconde journée a été d'abord consacrée au bilan de la présidence andalouse et à la concrétisation de la Déclaration d'intention relative à la protection des jeunes publics et à la lutte contre la violence dans les médias, adoptée à Grenade. Les conclusions du séminaire sur l'éducation aux médias, qui s'est tenu à Malaga le 25 juin 2010 à l'invitation du CAA andalou, ont été présentées aux participants. S'agissant de la scène euro-méditerranéenne, la présidence a commenté le Protocole d'entente signé en avril 2010 par la Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen (COPEAM) et le RIRM, fruit du rapprochement voulu par les deux plateformes et signe d'une volonté commune d'œuvrer de concert en particulier, au sein de l'Union pour la Méditerranée pour promouvoir un cadre juridique partagé.

Le Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Michel Boyon, est ensuite intervenu sur la nécessaire mise en œuvre de la Déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels par la coopération entre régulateurs dans les cas de contenus audiovisuels transfrontières diffusés par satellite. Il a appelé les membres du réseau à une vigilance accrue et a souligné la nécessité d'une coopération concrète dans le domaine de la régulation satellitaire pour le partage d'informations sur les éditeurs et les procédures envisagées dans le cas de contenus portant atteinte au respect des principes clés de la Déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels de Reggio.

M. Wolfgang Closs, directeur exécutif de l'Observatoire européen audiovisuel a ensuite présenté aux participants les travaux de son institution et notamment la base de données Mavise.

La fin des discussions a porté sur la vie du réseau. Une nouvelle étape pour la gouvernance du réseau a été franchie par l'adoption d'un amendement à la charte de fonctionnement du RIRM garantissant la représentation des institutions de régulation nationales et régionales au sein du réseau. Les nominations pour la vice-présidence du réseau ont été attribuées pour l'année 2011-2012 et l'année 2012-2013, respectivement à l'Entidade para a Comunicação Social (ERC) du Portugal et à la Cyprus Radio and Television Authority (CRTA).

Lors de la cérémonie de clôture, la présidence du réseau a été confiée à M. Davut Dursun, président du Conseil suprême de la radio-télévision de Turquie (RTÜK). La vice-présidence du Réseau sera assurée par la Broadcasting Authority de Malte (BAM).

La prochaine réunion annuelle du réseau aura lieu en 2011 à Malte à l'invitation de l'autorité maltaise.



13^e assemblée plénière
La Valette, Malte, 24 et 25 novembre 2011

La 13^e assemblée plénière du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes (RIRM) s'est tenue à la Valette les 24 et 25 novembre 2011, à l'invitation de la Broadcasting Authority de Malte (BAM), qui assure la vice-présidence du réseau, et sous la présidence de M. Davut Dursun, président du Conseil suprême de la radio-télévision de Turquie (RTÜK).

Dix-sept institutions de régulation étaient représentées. Participaient aux travaux comme observateurs l'Observatoire européen de l'audiovisuel, l'Agence pour les médias électroniques (AEM) du Monténégro, l'Independent Media Commission (IMC) du Kosovo, la Mission au Kosovo de l'Organisation pour la sécurité et la coopération économique en Europe (OSCE). L'AEM et l'IMC ont rejoint le réseau en tant que membres-observateurs à l'issue de la réunion.

Le RIRM compte désormais vingt institutions membres, représentant dix-sept États du Bassin méditerranéen, et trois institutions ayant le statut de membre-observateur.

Son Excellence M. George Abela, Président de la République de Malte a ouvert les travaux. Il a souligné la portée de la réunion au regard des défis de la mondialisation et des événements récents en Afrique du Nord. Le président Dursun et le vice-président Tabone, ont ensuite ouvert les travaux de la 13^e assemblée plénière.

La première session était consacrée aux défis de la régulation dans le monde méditerranéen. M. Michel Boyon, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) français, a rappelé l'engagement des institutions membres pour une régulation audiovisuelle au service d'une civilisation méditerranéenne née de la diversité et fondée sur l'échange. Dans le contexte actuel d'instabilité au nord comme au sud de la Méditerranée, le rôle du RIRM est d'apporter des éléments de stabilité institutionnelle, démocratique, économique et sociologique, en s'appuyant sur un socle de valeurs communes, en renforçant ou confortant les instances de régulation nationales qui le composent. La présidente du CAA d'Andalousie puis le président de l'AGCOM italienne ont rappelé à ce propos l'importance des coopérations déjà engagées au sein du RIRM.

À l'initiative du CSA, les participants ont adopté une déclaration commune relative aux émissions de télé-réalité, qui s'appuie sur la déclaration de Reggio sur la régulation des contenus audiovisuels adoptée en 2008. Elle invite les régulateurs à veiller au respect de la dignité de la personne humaine et à la protection des mineurs dans ces émissions.

Lors de la seconde journée, la présidence turque a dressé le bilan de l'étude conduite auprès des institutions membres sur la protection des mineurs et les différents niveaux de signalétique mis en place pour des contenus thématiques similaires.

M. Wolfgang Closs, directeur exécutif de l'Observatoire européen audiovisuel, a ensuite présenté le projet d'Observatoire méditerranéen de l'audiovisuel lancé à l'occasion de la conférence du programme Euromed Audiovisuel III, les 14 et 15 novembre 2011, à Tunis, et qui concernerait l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, Israël, le Liban, le Maroc, la Syrie, les Territoires palestiniens et la Tunisie.

La fin des discussions a porté sur la vie du réseau. La Haute Autorité de la communication audiovisuelle (HACA) du Maroc a présenté ses réflexions sur la réorientation stratégique du réseau méditerranéen et son mode de gouvernance et de fonctionnement.

Lors de la cérémonie de clôture, la présidence du réseau pour 2011-2012 a été confiée à M. Anthony J. Tabone. La vice-présidence revient à l'Entidade para a Comunicação Social (ERC) portugaise et à son nouveau président, M. Carlos Magno.

La prochaine assemblée plénière du réseau aura lieu en 2012 au Portugal à l'invitation de l'ERC.



14^e assemblée plénière
Lisbonne, Portugal, 22 et 23 septembre 2012

La 14^e Assemblée Plénière du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes (RIRM) s'est tenue à Lisbonne les 22 et 23 novembre 2012, à l'invitation de l'Entidade Reguladora para a Comunicação Social (ERC) du Portugal qui assurait la vice-présidence du réseau, et sous la présidence de M. Anthony J. Tabone, président de la Broadcasting Authority of Malta (BAM) et président en exercice du réseau.

Dix-sept institutions de régulation étaient représentées dont les trois institutions membres observateurs. L'observatoire européen de l'audiovisuel et l'autorité de régulation de Gibraltar participaient aux travaux comme observateurs.

À l'issue de la réunion l'Agence pour les médias électroniques (AEM) du Monténégro, l'agence pour les médias électroniques (AEM) de Croatie et l'Independent Media Commission (IMC) du Kosovo ont rejoint le réseau en tant que membres, et la Gibraltar Regulatory Authority (GRA) comme membre observateur.

Le RIRM compte désormais vingt-trois institutions membres et une institution membre observateur, représentant vingt États du bassin méditerranéen.

Le président M. Anthony J. Tabone dans son allocution d'ouverture a rappelé les avancées du réseau en matière de régulation des contenus audiovisuels. Il a souligné la portée des initiatives de coopération des membres du réseau et notamment avec les pays du Maghreb comme la Tunisie engagés dans le processus de réforme du secteur des médias. Il a précisé que la défense du pluralisme, de la liberté de communication et la prise en compte de l'intérêt public sont le cœur des missions des instances méditerranéennes de régulation.

La première journée était consacrée à cinq sessions thématiques sur les enjeux de la régulation des contenus. La question du genre et des stéréotypes a fait l'objet d'une présentation conjointe des présidentes de la HACA du Maroc et du CAA d'Andalousie sur la base d'un questionnaire adressé aux membres du réseau. Celle de la représentation du handicap et de l'accessibilité des programmes a été traitée par la BAM de Malte, la tolérance et la diversité dans les émissions par la HACA et la HAPA de Mauritanie. La CNA du Liban a rappelé la nécessité pour le régulateur de respecter les engagements législatifs et réglementaires dans sa mission de suivi des contenus.

Sur une proposition des autorités marocaines et andalouse, les participants ont adopté une déclaration commune relative à la lutte contre les stéréotypes fondés sur le genre dans les médias qui s'appuie sur la déclaration, de Reggio sur la régulation des contenus audiovisuels adoptée en 2008. Elle constitue un axe de travail pour la présidence portugaise 2012-2013 et met en place au sein du réseau un groupe de travail sur cette question.

À l'initiative du Président du CSA, les participants ont ensuite débattu de l'unité ou de la dualité des régulateurs de l'audiovisuel et des communications électroniques. M. Boyon a attiré l'attention des régulateurs sur le fait que l'évolution des technologies conduit à la multiplication des terminaux et à une diversification des usages qui mettent en lumière de nouvelles pratiques. Ces transformations posent des problèmes techniques, juridiques et économiques fondamentaux s'agissant de la coexistence de contenus régulés et non régulés sur un même écran et plaident en faveur d'une adaptation de la régulation audiovisuelle à l'évolution numérique. Le président du CRTA de Chypre a souligné que ces enjeux posent de nouveaux défis aux régulateurs du bassin méditerranéen et a appelé à une réflexion approfondie sur cette question.

Lors de la seconde journée, l'ERC a présenté ses réflexions sur la représentation des mouvements sociaux à partir de l'observation du traitement qui en a été fait dans les médias portugais.

La présidence maltaise a ensuite dressé le bilan de l'étude menée auprès des autorités membres sur le cadre législatif et réglementaire de la régulation dans le bassin méditerranéen. Elle sera publiée sur le site internet du réseau.

Le représentant du RTÜK turc a souhaité informer les participants de la création du forum des autorités de régulation de l'audiovisuel des pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

M. Wolfgang Closs, directeur exécutif de l'Observatoire européen audiovisuel est intervenu sur l'adhésion prochaine du Maroc à l'OEA. Il a ensuite présenté l'état d'avancement des travaux de l'Observatoire méditerranéen de l'audiovisuel lancé en novembre 2011 et a appelé les membres du RIRM à une coopération renforcée avec ces deux organisations.

La fin des discussions a porté sur la vie du réseau. La HACA du Maroc a présenté sa contribution aux réflexions en cours sur le mode de fonctionnement du réseau méditerranéen. Le principe d'un plan d'action de la présidence a été retenu par les institutions membres présentes.

Lors de la cérémonie de clôture, la présidence du réseau pour 2012-2013 a été confiée à M. Carlos Magno, président de l'Entidade para a Comunicação Social (ERC) portugaise et la vice-présidence à M. Andreas Pedritès, président de la Cyprus Radio Television Authority (CRTA).

La prochaine assemblée plénière du réseau aura lieu en 2013 à Chypre à l'invitation de la CRTA.



15^e assemblée plénière
Limassol, Chypre, 24 et 25 Octobre 2013

La 15^e assemblée plénière du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes s'est tenue à Limassol à Chypre, les 24 et 25 octobre 2013, à l'invitation de la Cyprus Radio Television Authority (CRTA), assumant la vice-présidence du réseau, et, sous la présidence de M. Carlos Magno, président de l'Entidade Reguladora para a Comunicação Social (ERC) du Portugal et président en exercice du RIRM .

Vingt autorités membres étaient présentes issues de dix-huit pays du pourtour méditerranéen. Pour la première fois, l'autorité de Moldavie représentée par deux membres du conseil a assisté aux travaux en qualité d'invitée. M. Claudio Capon, vice-président de l'Union européenne de radiodiffusion (UER), est intervenu lors de la séance plénière sur la situation du service public de radiodiffusion.

À l'issue de la réunion, l'autorité de Gibraltar, la Gibraltar Regulatory Authority (GRA), a rejoint le réseau comme membre. Le RIRM compte désormais vingt-quatre autorités membres représentant vingt-et-un pays méditerranéens.

Lors de la séance de clôture, la présidence du réseau a été confiée à M. Andreas Petrides, président du CRTA chypriote et la vice-présidence à M. Hamoud Ould M' Hamed, président de la Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel (HAPA) de Mauritanie.

La prochaine assemblée plénière se tiendra en Mauritanie en 2014 à l'invitation de la HAPA.



16^e assemblée plénière

Nouakchott, Mauritanie, 10 et 11 novembre 2014

La 16^e assemblée plénière du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes (RIRM) s'est tenue à Nouakchott les 10 et 11 novembre 2014, à l'invitation de la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel (HAPA) assumant la vice-présidence du réseau, sous la présidence de M. Andreas Petrides, président de la Cyprus Radio Television Authority (CRTA) et président en exercice du RIRM.

Douze autorités issues de pays du Nord et du Sud du bassin méditerranéen étaient représentées à cette réunion qui a été consacrée à deux thématiques de première importance pour les institutions de régulation, à savoir l'indépendance des régulateurs et la gouvernance des médias publics. Ces deux sessions ont enregistré des échanges et débats riches et fructueux entre les institutions représentées.

Une troisième session a concerné la mise en œuvre de la déclaration du RIRM relative à la lutte contre les stéréotypes fondés sur le genre dans les médias audiovisuels, au cours de laquelle le Réseau a mis en place un groupe de travail pour la promotion de l'égalité hommes-femmes dans les médias, coprésidé par la HACA du Maroc et le CAA d'Andalousie et ouvert à l'ensemble des membres.

La 16^e assemblée plénière s'est également intéressée à l'avenir du RIRM en poursuivant en profondeur la réflexion entamée lors de la réunion de Limassol de 2013 sur la vocation du réseau et ses mécanismes d'action, dans l'objectif d'insuffler à ce dernier une nouvelle dynamique. À cet égard, un groupe de travail, piloté par la présidence en exercice, a été chargé de formuler des propositions concrètes qui seront soumises à la prochaine assemblée plénière.

Deux experts externes ont apporté leur contribution aux travaux de cette 16^e assemblée plénière sur les thématiques de l'indépendance des régulateurs et de l'avenir du RIRM.

À l'issue de la réunion, ont rejoint le réseau en tant que nouveaux membres le Conseil Coordinateur de l'Audiovisuel (CCA) de Moldavie et la Haute Autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) de Tunisie. Ainsi, le RIRM compte désormais vingt-six (26) autorités membres représentant vingt-trois (23) pays.

Lors de la séance consacrée à la vie du Réseau, la présidence du RIRM a été confiée à M. Hamoud Ould M'Hamed, président de la HAPA de Mauritanie. La vice-présidence a été attribuée à l'Agency for Electronic Media (AEM) de Croatie.

Par ailleurs, le réseau a adopté la langue arabe comme langue du réseau à côté des langues française et anglaise.

La prochaine assemblée plénière se tiendra en Croatie en 2015 à l'invitation de l'AEM.



17^e assemblée plénière
Split, Croatie, 1^{er} et 2 octobre 2015

À l'invitation de l'Agence des médias électroniques de Croatie (AEM) assumant la vice-présidence du réseau, la 17^e assemblée plénière du Réseau des institutions de régulation méditerranéennes (RIRM) s'est tenue à Split le 1^{er} et 2 octobre 2015, sous la présidence de M. M'hamed Hamoud, président de la Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel (HAPA) et président en exercice du RIRM.

Vingt autorités issues de pays du Nord et du Sud du bassin méditerranéen étaient représentées.

La réunion était principalement consacrée à deux thématiques de première importance pour les régulateurs méditerranéens savoir le futur du RIRM et l'éducation aux médias. L'autorité portugaise a présenté les enjeux liés à la réflexion sur le rôle et l'avenir du RIRM et l'autorité maltaise a partagé les résultats du questionnaire adressé sur ce sujet aux autorités membres.

La question de la représentation des migrants et des droits de l'homme et l'atelier sur le pluralisme en période d'élection ont enregistré des échanges et débats riches et fructueux entre les institutions représentées.

La session concernant la mise en œuvre de la déclaration du RIRM relative à la lutte contre les stéréotypes fondés sur le genre dans les médias audiovisuels a permis au groupe de travail pour la promotion de l'égalité hommes-femmes dans les médias, coprésidé par la HACA du Maroc et le CAA d'Andalousie, de présenter ses travaux.

La 17^e assemblée plénière s'est également intéressée aux perspectives de coopération avec des organisations internationales et notamment à de possibles actions cofinancées par l'Union européenne et d'autres fonds. Deux experts extérieurs, M^{me} Lejla Dervisagic du Conseil de l'Europe, M^{me} Krisztina Rozgonyi, de la Blanquerna School of communication and international relations pour le projet MedMedia, ont présenté les actions de coopération réalisées dans le bassin méditerranéen, ouvrant la voie à de futurs partenariats.

À l'issue de la réunion, la présidence du réseau a été confiée à M^{me} Mirjana Rakić, présidente de l'AEM de Croatie et la vice-présidence à la Commission nationale des marchés et de la concurrence d'Espagne (CNMC).



18^e Assemblée plénière

Barcelone, Espagne, 17 et 18 novembre 2016

La 18^e Assemblée plénière du Réseau des instances de régulation méditerranéennes (RIRM) s'est tenue à Barcelone, les 17 et 18 novembre 2016, sous la présidence de Mme Mirjana Rakić, présidente de l'Agence pour les médias électroniques de Croatie (AEM) puis celle de M. Josep Maria Guinart, membre de la Commission espagnole des marchés et de la concurrence (CNMC), hôte de la réunion.

Vingt autorités issues des pays du Nord et du Sud du bassin méditerranéen étaient représentées.

A l'initiative de la CNMC espagnole, les membres ont adopté une **déclaration sur le traitement de l'information relative à la crise des réfugiés et des migrants méditerranéens dans les médias audiovisuels**. Les régulateurs méditerranéens encouragent les médias audiovisuels à respecter les principes fondamentaux de dignité humaine, de vie privée, d'identité individuelle ou collective, d'exactitude, d'honnêteté et de qualité de l'information, et à veiller à ne pas porter atteinte à la cohésion sociale en luttant contre les discriminations et le racisme.

L'indépendance des régulateurs, abordée dans le cadre de la révision en cours du cadre réglementaire de l'Union européenne, a fait l'objet de présentations et d'échanges entre les membres compte tenu de son actualité sur une scène euro-méditerranéenne bouleversée par les changements géopolitiques et les mutations liées aux technologies numériques.

Les questions de la **représentation des personnes atteintes de maladies mentales ou d'autres handicaps**, et de la **protection des mineurs et l'éducation aux médias** étaient également inscrites à l'ordre du jour.

Le **groupe de travail Genre et Médias**, coprésidé par l'AEM croate et la CNMC espagnole, a présenté ses travaux sur la **représentation du genre et les stéréotypes sexistes dans les communications commerciales**, et **l'étude sur la place accordée aux femmes dans les programmes sportifs**.

La réunion a enfin consacré la réforme du mode de gouvernance et du fonctionnement du RIRM avec **l'adoption de la révision de sa charte**. La nouvelle charte définit notamment les modalités de décisions de l'Assemblée plénière et améliore le fonctionnement du réseau autour d'un secrétariat exécutif composé de la HACA du Maroc et du CSA de France, d'une commission technique étendue aux membres fondateurs et de groupes de travail temporaires.

A l'issue de la réunion, la **vice-présidence du réseau a été confiée à M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel**, qui accueillera en France à l'automne 2017 la 19^e Assemblée plénière du réseau.



19^e Assemblée plénière du RIRM

Marseille, France, 16 et 17 novembre 2017.

La 19^e assemblée plénière du Réseau des instances de régulation méditerranéennes (RIRM) s'est tenue à Marseille, en France, les 16 et 17 novembre 2017, à l'invitation du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Les membres ont, à cette occasion, célébré le 20^e anniversaire du réseau.

Dix-neuf instances membres issues de dix-sept pays du pourtour méditerranéen étaient présentes : la CRA de Bosnie-Herzégovine, la CRTA de Chypre, l'AEM de Croatie, le CAA d'Andalousie, Espagne, le CAC de Catalogne, Espagne, la CNMC d'Espagne, le CSA de France, la GRA de Gibraltar, le NCRTV de Grèce, le CCSB d'Israël, l'IMC du Kosovo, le CNA du Liban, la BA de Malte, la HACA du Maroc, le CCA de Moldavie, l'ERC du Portugal, l'AVMU de République de Macédoine, la REM de Serbie et le RTÜK de Turquie. Onze d'entre elles étaient représentées par leur président. L'Institut national de l'audiovisuel (INA) et le Centre méditerranéen de la communication audiovisuelle (CMCA) étaient invités comme observateurs.

A l'ouverture de la réunion, le président sortant, Josep Maria Guinart i Sola, membre de la CNMC espagnole, a transmis la présidence du réseau pour un an à Olivier Schrameck, président du CSA français.

Les travaux de l'assemblée plénière étaient placés sous le thème général de « la régulation au service de la cohésion sociale dans un environnement numérique ».

Les participants ont abordé ce thème sous quatre angles : l'adaptation de la régulation audiovisuelle, la sécurité et les médias, l'éducation aux médias et la protection des mineurs, et la diversité dans les médias. Sous le premier point, les membres ont abordé la révision en cours de la directive « Services de médias audiovisuels », les enjeux des algorithmes, la régulation des plateformes et l'articulation entre régulation, corégulation et autorégulation. S'agissant de la sécurité et des médias, le thème du traitement de l'information en temps de crise a été discuté. Sur l'éducation aux médias et la protection des mineurs, des initiatives nationales récentes ont été présentées. Enfin, le sujet de la diversité dans les médias a été appréhendé dans ses trois dimensions : diversité culturelle, pluralisme des médias et appréhension de l'image de l'autre.

A l'issue des travaux, et à l'initiative de la présidence française, le RIRM a adopté à l'unanimité, le 17 novembre, la déclaration de Marseille « Pour une régulation rénovée dans l'environnement numérique », par laquelle les autorités membres s'engagent à œuvrer pour une régulation audiovisuelle adaptée à l'ère numérique et à ses exigences démocratiques, et en particulier à l'objectif de cohésion sociale.

Elles s'engagent ainsi à :

- adapter leurs pratiques et outils de régulation, en veillant à y associer tous les acteurs de la communication audiovisuelle, notamment les nouveaux services numériques ;
- rassembler et partager leur savoir et leur pratique de la régulation dans un environnement numérique, en renforçant leur coopération dans le cadre du RIRM, comme à titre bilatéral ;
- poursuivre et approfondir les travaux du RIRM sur la nécessaire évolution de la régulation de l'audiovisuel ;
- mettre ces travaux à la disposition des pouvoirs publics et des instances régionales et internationales pour alimenter leur réflexion sur les enjeux de la communication audiovisuelle à l'ère numérique.

L'année 2018 sera marquée par l'organisation par la CNMC espagnole d'un atelier au titre du suivi de la déclaration de Barcelone de novembre 2016 sur le traitement de l'information relative à la crise des réfugiés et des migrants méditerranéens.

Par ailleurs, à l'initiative de la HACA marocaine, et avec le soutien marqué de la présidence française, le réseau s'est engagé à promouvoir le rôle des régulateurs audiovisuels en matière d'égalité hommes-femmes en participant à la 62^e session de la Commission de la condition de la femme (ONU Femmes) en mars 2018 à New York. Parallèlement, le groupe de travail « Genre et médias » du RIRM poursuivra ses travaux sur le thème la violence de genre, sous la responsabilité conjointe des autorités portugaise et catalane.

Le président du RIRM devrait enfin réunir, dans le courant de l'année 2018, les présidents d'autres réseaux de régulateurs audiovisuels autour des problématiques communes de régulation et de l'adaptation de celle-ci à l'ère numérique.

A l'issue de l'assemblée plénière, la vice-présidence entrante a été confiée pour un an au CAC catalan (Espagne), membre fondateur du réseau, présidé par Roger Loppacher i Crehuet. Le CAC organisera la 20^e assemblée plénière du RIRM à l'automne 2018. La vice-présidence sortante est assumée par la CNMC espagnole.

Enfin, c'est à l'occasion de l'assemblée plénière de Marseille et du 20^e anniversaire du réseau qu'a été présenté et inauguré le nouveau site internet du RIRM, développé par le CSA français avec le soutien de la HACA marocaine, et qui met notamment à l'honneur le logo modernisé du réseau.



REFERENCE TEXTS

- **Founding Declaration (1997)** 67
- **Charter of the Network of Mediterranean Regulatory Authorities (MNRA)** 68
- **Declaration of the Network of Mediterranean Regulatory Authorities on Audiovisual Content regulation (2008)** 74
- **Declaration of intent concerning the protection of young public and the fight against the violence in the media (2009)** 79
- **Declaration to Reality Shows (2011)** 80
- **Declaration on the fight against gender stereotyping in the audiovisual media (2012)** 81
- **Declaration on the informative treatment of Mediterranean migrant and refugee crisis in the audiovisual media (2016)** 82
- **Declaration For an overhaul of the audiovisual regulation in the digital environment** 84
- **Memorandum of Understanding between MNRA and COPEAM (2010)** 86



**Joint declaration of representatives
of the Conseil supérieur de l'audiovisuel
(CSA - France)**

**Alta Autoridade para a Comunicação Social
(AACS – Portugal)**

**Ufficio del Garante per la Radiodiffusione e l'Editoria
(Ufficio del Garante – Italy)**

**Conseil National de la Radio-Télévision
(CNRTV - Greece)**

Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC)

The meeting of the Media Regulatory Authorities of the Mediterranean countries should lead to the creation of a permanent network of information exchange of information.

Through this joint statement the representatives of the CSA, of the AACS, of the Ufficio del Garante, of the CNRTV and of the CAC confirm:

- the cordial relations that exist between them;
- their willingness to establish a regular exchange of information on the developments and the activities in the areas of common interest in terms of their respective powers;
- their desire to consult respectively on research projects, if they think that this cooperation may be extended to other partners.

**Proposed regulations for the organization
and the operation of the Network of Media Regulatory Authorities
of Mediterranean Countries**

1. The Network of Media Regulatory Authorities of the Mediterranean countries aims to establish a framework for discussion, regular exchange of information and research on issues relating to broadcasting regulation.
2. The Network is composed of the following Media Regulatory Authorities: the *Conseil supérieur de l'audiovisuel* (CSA - France), the *Alta Autoridade para a Comunicação Social* (AACS - Portugal), the *Ufficio del Garante* (Italy), the *Conseil national de la Radio-Télévision* (CNRTV - Greece) and the *Consell de l'Audiovisual de Catalunya* (CAC).
3. Other media regulatory authorities may later participate in Network meetings as members or observers.
4. The Network meets annually.
5. The meeting is organized in turn by one of the media regulatory authorities, which supports the Secretariat of the Network.
6. The permanent secretariat of the Network is assumed by the CSA.
7. The working language of the Network is French and in turn, that of the country hosting the meeting.

Read and approved by the representative of,

Conseil supérieur de l'audiovisuel	Mr Hervé Bourges, President
Alta Autoridade para a Comunicação Social	Mr Eduardo Trigo, Vice President
Ufficio del Garante per la Radiodiffusione e l'Editoria	Mr Giorgio d'Amato, General Secretary
Conseil national de la Radio-Télévision	Mr Antonis Manitakis, Vice President
Consell de l'Audiovisual de Catalunya	Mr Luis Carreras, President

In Barcelona, on 29 November 1997.



Charter of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA)

PREAMBLE

The regulatory authorities members of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities confirm:

- Their determination to develop the friendly relationships which exist between them;
- Their willingness to consolidate the regular exchange of information and experiences on issues of common interest within the framework in which the network was established;
- Their desire to consult with each other on research projects, if they feel that this cooperation may be of use;
- Their willingness to establish and develop relations with organisations and international platforms of regulatory authorities of audiovisual communication.

Article 1:

The Mediterranean Network of Regulatory Authorities was founded by the initiative of the French Conseil supérieur de l'audiovisuel and the Catalan Consell de l'Audiovisual de Catalunya in Barcelona on 29 November 1997.

The founding members of the Network who signed the Barcelona Declaration are:

- Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA, France),
- Entidade Reguladora para a Comunicação Social (ERC, Portugal),
- Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM, Italy),
- National Council for Radio and Television (NCRTV, Greece),
- Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC, Catalonia, Spain).

Article 2:

The purpose of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities is to act as a forum for discussions, regular exchanges of information and research on issues relating to audiovisual regulation.

Article 3:

The Network consists of the following Mediterranean regulatory authorities:

- Albania: Autoriteti i Mediave Audiovizive (AMA),
- Bosnia-Herzegovina: Communications Regulatory Agency (CRA),
- Croatia: Agency for Electronic Media (AEM),
- Cyprus: Cyprus Radio-Television Authority (CRTA),
- France: Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA),
- Gibraltar: Gibraltar Regulatory Authority (GRA),
- Greece: National Council for Radio and Television (NCRTV),
- Israel: Council for Cable TV and Satellite Broadcasting (CCSB),
- Israel: Second Authority for Television and Radio (SATR),
- Italy: Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM),
- Jordan: Media Commission of Jordan (MC),
- Kosovo: Independent Media Commission of Kosovo (IMC),
- Lebanon: Conseil national de l'audiovisuel (CNA),
- Malta: Broadcasting Authority of Malta (BA),
- Mauritania: Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel (HAPA),
- Moldavia: Consiliul Coordonator al Audiovizualului (CCA),
- Montenegro: Agency for Electronic Media (AEM),
- Morocco: Haute Autorité de la communication audiovisuelle (HACA),
- Portugal: Entidade Reguladora para a Comunicação Social (ERC),
- Republic of Macedonia: Agency for Audio and Audiovisual Media Services (AVMU),
- Serbia: Regulatory Authority for Electronic Media (REM),
- Spain: Comisión Nacional de los Mercados y la Competencia (CNMC),
- Spain, Andalusia: Consejo Audiovisual de Andalucía (CAA),
- Spain, Catalonia: Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC),
- Tunisia: Haute Autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA),
- Turkey: Radio and Television Supreme Council (RTÜK).

Membership of the Network is open to independent national or regional regulators dealing with audiovisual content from countries in the Mediterranean area.

Regulatory Authorities that consider they meet the criteria provided for in the previous section may submit to the Network's Executive Secretariat an application for becoming a member to the Network. For that purpose, they shall:

- a) Send to the Executive Secretariat an application letter;
- b) Enclose all the necessary accompanying documents (legal status of the regulator and its annual report of the previous year);
- c) Provide the documentation at least three months before the next Plenary Assembly.

Regulatory Authorities may address to the Executive Secretariat a demand for accreditation as Observer prior to applying for membership. An applicant for becoming an Observer to the Network shall:

- a) Address to the Executive Secretariat an application letter for accreditation as Observer to the Network;
- b) Enclose all the necessary accompanying documents (legal status of the regulator and its annual report of the previous year) to support his application;

- c) Provide the documentation at least three months before the next Plenary Assembly.

Regulatory Authorities having observer status may participate at the plenary assemblies without the right to vote. After at least one year, if they so wish, they can apply for membership in the same manner and under the same conditions as mentioned in the previous paragraphs.

Applications for either membership or observers will be put to the vote of the members attending the Plenary Assembly and acceptance will be by simple majority.

Regional and national audiovisual regulators of the same country may co-exist as members or observers of the Network.

The President of the Network may invite to the plenary assemblies, as observers, representatives of other institutions, entities or organizations dealing with audiovisual content and regulation.

Article 4:

The Plenary Assembly is the sovereign body of the Network. Decisions are made by consensus or, failing that, by simple majority of members present.

The Network convenes once a year in a Plenary Assembly. The authorities are represented by their Presidents and their delegations which accompany them or any other person authorized for this purpose. This Plenary Assembly is organized in the country of the member authority which ensures the incoming Vice-Presidency of the Network and which will take over the Presidency of the Network for the year following the above mentioned meeting.

The transfer of powers from the Presidency to the incoming Vice Presidency takes place at the beginning of the Plenary Assembly. The outgoing President is a Vice-President for the duration of one year.

A new incoming Vice-President is elected by a majority of members present at the Plenary Assembly. He must submit a written candidature to the Executive Secretariat at least two months before the Plenary Assembly. The Executive Secretariat shall forward the list of candidatures to the Technical Commission and to members of the Network within five working days after the deadline for submitting an application.

In the case of multiple applications, the election is by secret ballot.

Article 5:

A Technical Commission is established within the Network. It is composed of the representatives of the Presidency, the two Vice-Presidencies, the Executive Secretariat and the

founding members. The President of the Network may invite other member authorities to participate in the work of the Technical Commission.

The Technical Commission shall meet at least once a year, between two plenary assemblies, upon invitation of the authority ensuring the incoming Vice-Presidency.

It aims at providing support for the Presidency and the Vice-Presidencies of the Network.

For this purpose, it carries out the following missions:

- Assess the works of the previous Plenary Assembly and the recommendations and decisions adopted;
- Monitor the implementation of the recommendations and of the decisions adopted at the Plenary Assembly;
- Study the issues of common interest likely to be the object of debates and discussions during the plenary assemblies;
- Propose a draft agenda of the Plenary Assembly;
- Ensure the organization of the seminars and the thematic workshops on issues of common interest decided at the Plenary Assembly.

Article 6:

An Executive Secretariat is established within the Network. The Executive Secretariat of the Network is maintained by the Conseil supérieur de l'audiovisuel from France and the Haute Autorité de la communication audiovisuelle from Morocco.

It aims at providing administrative support to the Network, in particular to the Presidency and the Vice-Presidencies in the execution of their role.

The Executive Secretariat performs for this purpose the following missions:

- Ensure the flow of information and documentation relating to Plenary Assemblies and Technical Commissions;
- Contribute to the preparation of the agendas of plenary assemblies and technical commissions in connection with the Presidency and Vice-Presidencies;
- Write the minutes and actions points of plenary assemblies and technical commissions;
- Administer the website of the Network;
- Call for applications for the Vice-Presidency and membership applications;
- Ensure that the MNRA's contact list remains updated.

Article 7:

Thematic working groups on a temporary vocation can be created for a period of one year by the Plenary Assembly, on the initiative of at least three members of the Network.

Network members participate on a voluntary basis in the work of the groups.

Article 8:

The working languages of the Network are French, English and Arabic.

Article 9:

The Network may amend its rules of procedure by majority vote of member authorities of the Network. Any review proposal must be registered in advance in the agenda of the Plenary Assembly.

The present Charter is adopted in Barcelona, on 18 November 2016.



Declaration of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities on Audiovisual Content Regulation

PREAMBLE

The member authorities of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities thereafter referred to as Mediterranean Regulatory Authorities,

Fully aware of the humanistic contribution of the Mediterranean civilisation, their common heritage, and of the values of freedom, tolerance, mutual respect and diversity attached thereto,

Recalling the requirements set forth in particular by various international conventions and declarations relating to Human Rights and the protection of minors,

Considering that freedom of communication may only be exercised where principles such as the respect for human dignity, the rule of law, pluralism, the protection of minors, combating hatred and violence based on race, gender, culture, religion, nationality or any other basis for discrimination, are upheld,

Highlighting the social and cultural impact of the audiovisual media beyond boundaries and the need for fundamental common principles to be set forth for audiovisual content while respecting national specificities,

Asserting that technological convergence and the cancellation of physical boundaries do not impinge in any way on the common values recognized in the countries and regions of the Mediterranean Regulatory Authorities,

Hereby decide to set forth common principles which the Mediterranean Regulatory Authorities in compliance with their specific competencies express their willingness to make audiovisual media service providers aware of, and which shall serve as additional reference for the regulation of audiovisual media content.

CHAPTER I

Content regulation

Article 1:

Each Mediterranean Regulatory Authority intends to refer to the principles set forth in articles 2 to 5 in its regulation of audiovisual services, in the framework within its competencies granted by national Law, while complying with the national and international rules by which it is bound.

Part 1: compliance with fundamental values, principles and rights

Article 2

Mediterranean Regulatory Authorities intend to ensure that audiovisual media service providers comply with the fundamental values, principles and rights associated with human dignity.

Article 2-1: Respecting human dignity

Each Mediterranean Regulatory Authority intends to ensure that audiovisual media service providers apply the following to all of their programmes:

- respect human dignity;
- do not incite inhumane or degrading practices or behaviours;
- respect the dignity of persons in their treatment of information;
- respect the privacy, image, honour and reputation of persons,
- do not exploit the inexperience and credulity of vulnerable persons in particular children and adolescents;
- do not incite hatred, violence or discrimination on grounds of race, gender, culture, religion, nationality or any other basis for discrimination;
- do not encourage attitudes of rejection or xenophobia against certain communities or against nationals of other countries;
- respect and promote where applicable, the cultural diversity of Mediterranean societies in a spirit of tolerance and mutual understanding.

Article 2-2: Protecting the rule of law

Each Mediterranean Regulatory Authority intends to ensure that audiovisual media service providers apply the following to all of their programmes:

- do not eulogize violence and terrorism;

- do not broadcast audiovisual documents promoting the violation of the 3rd Geneva convention relative to prisoners of war;
- do not broadcast programmes likely to incite illegal practices.

Part 2: protection of children and adolescents

Article 3

Mediterranean Regulatory Authorities intend to ensure the protection of children and adolescents, keeping in mind the best interest of the child in accordance with the International Convention on the Rights of the Child.

Article 3-1: Protecting children from sexual content and violence

Mediterranean Regulatory Authorities specifically intend to ensure compliance with article 34 of the International Convention on the Rights of the Child under which "States Parties undertake to protect the child from all forms of sexual exploitation and sexual abuse".

Each regulatory authority intends to ensure that programmes of a pornographic and extremely or gratuitously violent nature shall not be accessible to the audience by means of a locking mechanism.

Article 3-2: Protecting the development of children and adolescents

Mediterranean Regulatory Authorities intend to ensure compliance with article 17 of the International Convention on the Rights of the Child, the purpose of which is to protect the child against images that may be harmful to his or her well-being.

Each Mediterranean Regulatory Authority intends to ensure that audiovisual media service providers shall warn the public in the appropriate manner –that may be easily identified by deaf and people with hearing disabilities- when programmes, whatever their nature:

- contain images and/or sounds likely to upset the sensitivity of children and adolescents;
- or are likely to impair their development in particular when they are violent or difficult to watch/hear or where testimonies relating to particularly tragic events are being broadcast during news bulletins, news programs or other programs of similar nature.

Each regulatory authority intends to ensure that audiovisual media service providers do not broadcast programmes likely to, seriously impair the development of minors, endanger their physical integrity, in particular those highlighting the trivialization of consumption of tobacco, alcohol, and drugs, or incite them to behave in a violent manner.

Article 3-3: Promoting children's and adolescents' respect of human rights

Mediterranean Regulatory Authorities intend to ensure the implementation of article 29 of the International Convention on the Rights of the Child, when encouraging audiovisual media service providers to educate children to have respect for human rights and tolerance.

Each Mediterranean Regulatory Authority intends in particular to ensure that no programme addressed to children and adolescents violate articles 2-1 and 2-2 hereof.

Part 3: accuracy of information and plurality of views

Article 4

The Mediterranean Regulatory Authorities are attached to freedom of information and expression as set forth in articles 18 and 19 of the Universal Declaration of Human Rights. They believe that freedom of information implies an obligation for accuracy of information and that freedom of expression implies respect for plurality of views and of fundamental rights.

Article 4-1: Accuracy of information

Mediterranean Regulatory Authorities intend to ensure that accuracy of information is applied to all programmes broadcast by audiovisual media service providers.

Each Mediterranean Regulatory Authority intends to ensure that audiovisual media service providers, in all of their programmes, shall take all necessary measures, at the right time, so that necessary corrections when information likely to be misleading has been aired. These rectifications must be made in conditions comparable to those in which the inaccurate information was diffused.

Article 4-2: Respecting the plurality of opinions

Mediterranean Regulatory Authorities are attached to pluralism and intend to ensure that audiovisual media service providers respect the diversity of opinions and expressions so as to foster each and everyone's liberty to form his or her own opinion. The expression of diverse opinions shall occur in conformity with the principles set forth in articles 2-1 and 2-2 hereof.

CHAPTER II

Implementation of the declaration

Part 4: cooperation and common regulatory mechanisms

Article 5

The Mediterranean Regulatory Authorities hereby undertake to implement this Declaration by applying its principles in the regulation of audiovisual content by ensuring a concerted and effective international cooperation.

The Mediterranean Regulatory Authorities hereby undertake to exchange information and cooperate, within their respective legal competencies, in the regulation of content provided by audiovisual media service providers and received in countries or regions whose authority is a member of the network.

In the specific case of transfrontier audiovisual content, the members of the network hereby commit to transparency and mutual exchange of information.

Done in Marrakech, on 30 November 2007 and adopted in Reggio Calabria, on 3 October 2008



Declaration of intent concerning the protection of young public and the fight against violence in the media

The Mediterranean Network of Regulatory Authorities has just adopted a declaration of intent concerning the protection of young publics and the fight against violence in the media.

Reunited the 1st and 2nd of October 2009 at the initiative of Mr. Juan Montabes Pereira, President of the Consejo Audiovisual de Andalucía (CAA), and named President of the Network at the end of the meeting, the member authorities have reaffirmed, under the guidance of M. Corrado Calabrò, President of the Italian Authority (Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni, AGCOM) their determination to put into full effect the Declaration on the regulation of audiovisual content, adopted on the 3rd October 2008 in Reggio Calabria.

The member authorities are preoccupied about the complexity of the regulation pertained in the multiplication of audiovisual offers as a consequence of the diffusion of digital technologies, the insufficient control on satellite broadcasting as well as the appearance of channels intended for babies.

The principal measures recommended to fight against this situation are:

- The generalisation of signalisation during the broadcasting of programmes aimed at young publics;
- The systematic information of parents on the dangers of television for children under the age of three years old and notably TV channels aimed at them;
- The reinforcement of cooperation between regulatory authorities notably by the establishment of a common list of experts in the protection of children and by the creation of a training workshop for persons responsible for the protection of children and by the creation of a training workshop for persons responsible for the protection of minors in a member country of the Network;
- The launch of a Mediterranean Alliance for the media literacy in order to inform and sensitize parents, educators, teachers and children.

MNRA, 11th Plenary Assembly, Granada, Andalusia, Spain, 1-2 October 2009



Declaration related to reality shows

The Regulatory authorities members of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA), assembled on November 24 & 25 2011 in Valetta, under the RTÜK Presidency from Turkey, and, upon the invitation of the Broadcasting Authority of Malta (BAM) nominated for Presidency at the end of the meeting, have reaffirmed their willingness to give full effect to the Declaration on the regulation of audiovisual content regulation adopted in Reggio Calabria, October 3 2008.

The member authorities confronted to the development of TV reality shows, on TV screens and on other media, observing the social impact of such programs and measuring the risks they may present for the participants and the young publics, therefore commit to:

- Initiate a dialogue between the audiovisual sector professionals and the representatives of the civil society;
- Improve the protection of vulnerable audiences especially taking into account human dignity.

For this purpose, they check that TV reality shows broadcast by audiovisual media services providers, placed under their respective competencies:

- Do not create situation that may damage the fundamental rights of the human being;
- Are duly signalized when broadcast;
- Communicate to the public all information about the production means (shooting conditions, selection of participants).

They encourage the audiovisual media services providers and the audiovisual producers to:

- Prevent degrading situation and damages to the fundamental rights of the human being through appropriate codes of conduct;
- Reflect about the social and ethical responsibility in relation with the values that such programs convey;
- Pay particular attention to the choice of the participants;
- Follow through the psychological state of the candidates before, during, and, after each program.

MNRA, 13th Plenary Assembly, Malta, Valetta, 24-25 November, 2011

MEDITERRANEAN
NETWORK OF
REGULATORY AUTHORITIES



**Declaration on the fight
against gender stereotyping
in the audiovisual media**

The Member Authorities of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA), met on 22 and 23 November 2012 in Lisbon, under the presidency of the Broadcasting Authority of Malta (BAM) at the invitation of the Portuguese *Entidade Reguladora para a Comunicação Social* (ERC) appointed Chair of the Network at the end of the meeting. They reaffirmed their willingness to give full effect to the Declaration of the regulation of audiovisual content adopted on 3 October 2008, in Reggio Calabria.

They decided to adopt a declaration on the fight against gender stereotyping in the audiovisual media, in accordance with Article 2-1 of the aforementioned Declaration on respect of human dignity.

Member Authorities, aware of the role they have to play in promoting a nonstereotypical portrayal of women in the audiovisual media, shall implement action during the Portuguese Presidency 2012/2013 with the following objectives:

- Adopt indicators and assessment tools that identify sexism and discriminatory stereotypes in the audiovisual media, especially in information, fiction and entertainment programmes as well as in advertising;
- Promote studies and research using a collaborative approach that evaluates evenly gender discrimination in audiovisual content;
- Initiate an active and voluntarist collaboration with the audiovisual media by means of co-regulation in order to effectively fight against gender stereotypes in programmes.

To this end, the Mediterranean Network of Regulatory Authorities decides to create a working group in order to implement the objectives of this declaration.

MNRA, 14th Plenary Assembly, Lisbon, Portugal, 23 November 2012



Declaration on the informative treatment of Mediterranean migrant and refugee crisis in the audiovisual media

The Member Authorities of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA), hereinafter referred to as Mediterranean Regulatory Authorities, met on 17 and 18 November 2016 in Barcelona, Spain, under the presidency of the Agency for Electronic Media of Croatia (AEM) at the invitation of the Spanish Commission for Markets and Competition (CNMC), appointed President of the network during the meeting.

Concerned about the unprecedented displacement crisis the world is facing and particularly the Mediterranean region where several million people, including refugees and migrants were displaced from their places of origin;

Recognizing that the Mediterranean is at the heart of this phenomenon, which poses new policy, social, and humanitarian challenges to Mediterranean countries and societies;

Recalling the wide variety of coverage of the ongoing refugees and migrant crisis on the audiovisual media, which sometimes portrays this phenomenon from an unbalanced perspective;

Being fully aware that audiovisual media can play an essential role in contributing to greater understanding, acceptance and respect of human rights of migrants and refugees through an objective, unbiased and accurate representation of this phenomenon;

Reaffirming their willingness to give full effect to the Declaration of the MNRA on Audiovisual Content Regulation, adopted on 3 October 2008, in Reggio Calabria, Italy;

The Mediterranean Regulatory Authorities hereby decide to adopt the present Declaration on the audiovisual treatment of migrants and refugees' crisis, founded on the global vision of the Mediterranean culture.

The Mediterranean Regulatory Authorities appreciate the efforts done by the audiovisual media on reinforcing the awareness of citizens. Within their respective legal frameworks and in compliance with their specific competences, they express their willingness to encourage audiovisual media to respect the following guidelines when providing information on the migration and refugees' phenomenon:

- Applying and respecting the following five core principles of journalism in their work: accuracy, independence, fair reporting, humanity and accountability;

- Preserving quality of information and providing in-depth analyses in order to prevent a false impression of truth and reality based on audiovisual content spread under pure urgency, spectacular or quantity criteria. Avoiding the repetitive use of stock footage which may not reflect the events reported;
- Avoiding a partial or uncompleted description of the facts, by providing context, a thorough analysis as well as a wide range of views and opinions, in order to present a complete view of these phenomena to citizens. Ensuring that migrants and refugees speak for themselves as protagonists;
- Safeguarding, when dealing with information, the common objectives of social cohesion and fight against discrimination. Fostering a proper and inclusive use of language, preventing, in particular, hate speech and racism;
- Respecting Human Rights, and particularly when dealing with information of human interest, the limits of dignity, intimacy and individual or collective identity of those affected, avoiding stereotypes, and taking into account protection of minors and their image rights.

MNRA, 18th Plenary Assembly, Barcelona, Spain, November 18, 2016



Declaration For an overhaul of the audiovisual regulation in the digital environment

The member authorities of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA), gathered for a plenary assembly in Marseilles on 16 and 17 November 2017 on the occasion of the Network's 20th anniversary.

Committed, in line with the Barcelona Declaration of 27 and 28 November 1995, to the **common cultural and historical heritage** that forms the basis of the **Mediterranean civilisation**;

Reaffirming **the permanence and relevance of the common principles** outlined in 2008 in the Marrakesh-Reggio Calabria Declaration on the regulation of audiovisual content, i.e. the respect for human beings, the fight against incitement to hatred and violence, the fight against discriminations, the preservation of the rule of law, the protection of childhood and adolescence, the honesty of information, and the pluralism of opinions;

Convinced that freedom of audiovisual communication can contribute to **tackling the multiple challenges, which the region as a whole currently faces**: economic development, migration challenges, political pluralism, terrorist threats;

In this context, highlighting particularly the **authorities' mission to ensure that audiovisual media services contribute to social cohesion, notably** by fostering media literacy, by putting a specific attention to equality between women and men and to the fight against all forms of discrimination, by promoting diversity and by ensuring that media coverage be adapted to crisis situations;

Aware of the fact that **rapid and profound changes** in audiovisual communication in the digital era have given rise to **new opportunities and issues**, particularly due to the multitude of actors and multiple ways of accessing media and audiovisual content, the development of new usages, and the cross-border circulation of services and data;

Considering **the growing role of video-sharing platforms, social networks, and livestreaming services** in informing the public as well as shaping public opinion and cultural references, especially for younger **generations**;

Considering that access to media and audiovisual content via **algorithms** should not be at the expense of the pluralism of opinions and the promotion of cultural diversity, especially as the Mediterranean basin is considered a melting pot of cultures;

Agreeing on the need to **adapt the scope and forms of regulation** to the digital environment, in order to ensure respect for the fundamental principles shared by Mediterranean regulators;

Mindful of the various initiatives aiming at adapting the audiovisual legal framework to the digital environment, such as the ongoing work taking place at the European level;

Commit themselves, by this Declaration and in accordance with the attributions acknowledged in respect of each one of them, **to working together resolutely in favour of an audiovisual regulation that is adapted to the digital era and its democratic requirements**, especially **its objective of social cohesion, which is more than ever shared across the Mediterranean area**.

The member authorities of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities thus commit themselves, in accordance with their attributions, to:

- **adapting their regulatory practices and tools, by ensuring that all audiovisual communication stakeholders be associated to their work**, especially the new digital service providers;

- **bringing together and sharing their knowledge and digital regulation practices, by strengthening their co-operation within the MNRA and on a bilateral basis**;

- **continuing and deepening the MNRA's work** on the necessary overhaul of the audiovisual regulation to the digital age;

- **making their work available to public authorities** as well as regional and international authorities, so it may be considered as part of the assessment of the challenges to audiovisual communication in the digital era.

MNRA, 19th Plenary Assembly, Marseilles, France, 17 November 2017



Permanent Conference of the Mediterranean Audiovisual Operators
المؤتمر الدائم للوسائل السمعية و البصرية في حوض البحر الابيض المتوسط
Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING
between
the Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA)
and
the Permanent Conference of Mediterranean Audiovisual Operators (COPEAM)

PREMISE

The **Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA)** created in 1997, in order to strengthen the cultural and historical ties between the two borders of the Mediterranean Sea and enable the independent audiovisual regulatory authorities of the region to identify the common issues by which they are confronted in the globalisation context.

The **Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA)** provides a discussion, regular information exchange, research and joint initiatives platform on issues related to audiovisual regulation. The network acts as leverage for free and responsible communication in the Mediterranean region.

Since its creation in 1996, the **Permanent Conference of Mediterranean Audiovisual Operators (COPEAM)**, which gathers most public television broadcasters and independent professionals from the Mediterranean media and culture, contributed substantially to the development of the Mediterranean audiovisual activities, which became a powerful vector of knowledge, incentive to conceptual debates, creation sharing and cultural and audiovisual works circulation in the whole Euro-Mediterranean region.

Within the above outlined framework and considering the concordance of their respective missions in the above mentioned fields, the COPEAM and the MNRA agree:

- to promote a common action aiming particularly at the development of the third axis of the Strategic Action Plan of the COPEAM which was adopted as a Final Resolution addressed to the Euro-Mediterranean Heads of State and Government by the Cairo General Assembly on 19 April 2009 (cf. document in attachment),

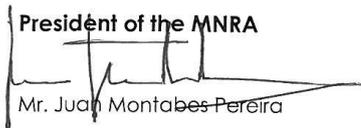
which consists in

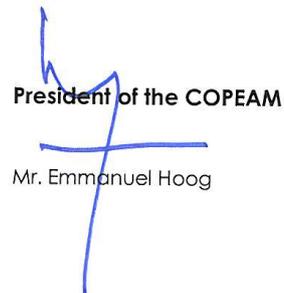
- encouraging the establishment of a shared legal framework in the field of radio and audiovisual broadcasting, production and programme protection,
- supporting the development of a harmonised regulation framework on the basis of the Declaration on Audiovisual Content Regulation adopted by the MNRA at the 10th meeting which took place in Reggio Calabria on 3 October 2008 (cf. document in attachment),

and

- keeping with the process of the Union for the Mediterranean through the strengthening of the Mediterranean audiovisual sector.

Done in Paris, on 11th April 2010

President of the MNRA

Mr. Juan Montalbes Pereira

President of the COPEAM

Mr. Emmanuel Hoog



**PRESS RELEASES RELATED
TO PLENARY ASSEMBLIES**

Creation of the Network of Mediterranean Regulatory Authorities Barcelona, Catalonia, Spain, 29 November 1997	89
2nd Plenary Assembly Athens, Greece, 18-19 June 1998	91
3rd Plenary Assembly Lisbon, Portugal, 23-24 September 1999	92
4th Plenary Assembly Naples, Italy, 20-21 July 2000	94
5th Plenary Assembly Valletta, Malta, 2001	95
6th Plenary Assembly Nicosia, Cyprus, 22-23 January 2004	96
7th Plenary Assembly Paris, France, 11-12 July 2005	97
8th Plenary Assembly Barcelona, Catalonia, Spain, 5-7 July 2006	98
9th Plenary Assembly Marrakech, Morocco, 29-30 November 2007	100
10th Plenary Assembly Reggio Calabria, Italy, 2-3 October 2008	103
11th Plenary Assembly Granada, Andalusia, Spain, 1-2 October 2009	105
12th Plenary Assembly Istanbul, Turkey, 30 September and 1 October 2010	108
13th Plenary Assembly Valletta, Malta, 24-25 November 2011	111

14th Plenary Assembly Lisbon, Portugal, 22-23 November 2012	113
15th Plenary Assembly Limassol, Cyprus, 24-25 October 2013	115
16th Plenary Assembly Nouakchott, Mauritania, 10-11 November 2014	116
17th Plenary Assembly Split, Croatia, 1-2 October 2015	117
18th Plenary Assembly Barcelona, Spain, 17-18 November 2016	118
19th Plenary Assembly Marseilles, France, 16 and 17 November 2017	120



Creation of the Network of Mediterranean Regulatory Authorities
Barcelona, Catalonia, Spain, November 29 1997

**Establishment of a permanent network of information exchange between
the Regulatory broadcasting Authorities of the Mediterranean Countries**

On Saturday 29 November 1997 was signed by representatives of the Regulatory Authorities of France, Portugal, Italy, Greece and Catalonia an agreement for the establishment of a permanent network of audiovisual media regulatory authorities of the Mediterranean in order to establish a platform for discussion, information exchange and research on broadcasting regulation.

The agreement was signed by Mr Hervé Bourges, President of the Conseil supérieur de l'audiovisuel of France (CSA), Mr Eduardo Trigo, Vice President of the Alta Autoridade para a Comunicação Social of Portugal (AACS), Mr Antonis Manitakis, Vice President of the National Radio and Television Council of Greece (CNRTV), Mr Giorgio d'Amato, General Secretary of the Ufficio del Garante per la Radiodiffusione e l'Editoria of Italy, and Mr Luis Carreras, President of the Consell Audiovisual de Catalunya (CAC).

The signature of this agreement is the most important outcome of the first meeting of the regulatory authorities of the Mediterranean countries members of European Union which was held this weekend in Barcelona under the patronage of the Conseil supérieur de l'audiovisuel of France (CSA) and the Consell Audiovisual de Catalunya (CAC). During these two days of work, the participants exchanged information on the common problems they are to face as well as the different regulatory frameworks governing the operation the audiovisual regulatory authorities present at this meeting. The participants also decided to hold an annual meeting and to set up a Permanent Secretariat headquartered in the Conseil supérieur de l'audiovisuel of France (CSA).

The second meeting will be held next year in Athens under the auspices of the National Radio and Television Council of Greece (CNRTV).

The participants were received by the President of the Catalan Parliament Mr Jean Revenos and the Minister of the Presidency of the Catalan Government, Mr Xavier Trias.

Barcelona, 29 November 1997



2nd Plenary Assembly

Athens, Greece, 18 and 19 June 1998

The second meeting of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities was held in Athens on 18 and 19 June 1998.

Following the meeting in Barcelona on 28 and 29 November 1997, the Conseil supérieur de l'audiovisuel of France (CSA), the Alta Autoridade para a Comunicação Social of Portugal (AACS), the Conseil national de radio-télévision of Greece (CNRTV), the Ufficio del Garante per la Radiodiffusione e l'Editoria of Italy and the Consell de l'Audiovisuel de Catalunya (CAC) met in Athens at the invitation of the Conseil national de radio-télévision of Greece.

To better reflect the diversity of the Mediterranean identity, the network decided, unanimously, to widen and invite regulators from the following countries: Cyprus, Israel, Malta, Tunisia and Turkey. The next meeting will be organized by the *Alta Autoridade para a Comunicação Social* in Lisbon in 1999.

Italy has invited participants to Naples for the meeting of 2000. The Presidency will be held for a year by the organizing body. The Barcelona Declaration, as guiding of the network, will be amended accordingly.

Meanwhile, a working group composed of experts appointed by each authority will meet in Paris at the Conseil supérieur de l'audiovisuel of France to reflect on the satellite control, cable and digital broadcasting.

The Permanent Secretariat of the network continues to be provided by the Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Most of the discussions at the second meeting of the network were dedicated to the protection of childhood and adolescence in television programs. Catalonia, France, Italy and Portugal have submitted their national experiences in this field. Greece submitted its draft code of conduct. A strong consensus has been remarked in favor of the age rating of programs, the auto - regulation and the accountability of parents and broadcasters.

This presupposes ongoing consultation with all operators.



3rd Plenary Assembly

Lisbon, Portugal, 23-24 September 1999

The Mediterranean Network of Regulatory Authorities was established on 29 November 1997 in Barcelona on the initiative of the Consell de l'Audiovisual de Catalunya, CAC, and of the French Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA, in order to act as a forum for discussion, exchange of information and research on the subject of media regulation.

The agreement of Barcelona was signed by five authorities of countries, which are members of the European Union: the Consell de l'Audiovisual da Catalunya and the Conseil supérieur de l'audiovisuel of France, together with the Conseil National de la Radio-Télévision, CNRTV of Greece, the Autorità per le garanzie nelle comunicazioni of Italy and the Alta Autoridade Para a Comunicação Social, AACS of Portugal. It was in Barcelona that the participants decided to organize an annual meeting, to establish a rotating Network Presidency. The country which organizes the meeting holds the Presidency for that year.

A permanent Secretariat is to be established in the premises of the French CSA, in Paris.

The second meeting took place in Athens on 18 and 19 of June on the initiative of the Greek CNRTV.

In order to have a better understanding of the Mediterranean diversity beyond the European Union or the Council of Europe, the Network unanimously decided to develop and to invite the regulatory authorities of the following countries: Cyprus, Israel, Malta, Tunis and Turkey.

The Israeli and Tunisian regulatory authorities who were unable to participate in the works of the meeting showed through their presidents, their great interest in the initiative. Furthermore, the text of the founding charter will be forwarded to them so that they can become members before the next meeting.

The Network's ongoing authority, the nature of its work, the increasing number of participating authorities and its functions make necessary the setting up of a website to serve the information requirements of its members. The French CSA already responsible for the Network's permanent Secretariat offers to finance its running.

The Chairman of the European Platform of Regulatory Authorities, EPRA and the special Advisers to the Prime Minister of Morocco also participated as observers.

During the meeting, the Chairman of the French CSA invited all the members of the Network to participate in the Sommet Mondial des Regulateurs about the Internet that will take place in Paris on next 30 of November and 1 of December.

Being aware of the difficulty of finding national solutions to challenges posed by the Internet, the participants agreed to take part in order to share their views on the matter.

An analysis of the national situations showed that in spite of all the diversity and various characteristics, it was clear that all were in favour of an increase in the powers of most of the present regulatory authorities.

Equally, several common concerns were expressed, such as the licensing of the private operators, the introduction of anti-concentration regulations and of the power to impose sanctions.

The authorities later discussed their experiences regarding the fact that their effectiveness depends on the legal provisions and on the separation of powers existing in the countries concerned. Membership of the Network is open to all independent regulatory authorities from Mediterranean countries.

Aware of the cultural and historical links that unite the countries from both sides of the Mediterranean, and within the context of globalisation the Network should be an effective means of identifying the common challenges faced by the various authorities.

The Network has decided to meet again in the year 2000 at Naples at the invitation of the Autorità per le garanzie nelle comunicazioni who will be holding the Presidency.



4th Plenary Assembly Naples, Italy, 20-21 July 2000

The Mediterranean Network of Regulatory Authorities Network of Mediterranean met in Naples on 20 and 21 July 2000.

This is the fourth meeting of the Network since its inception, after Barcelona (1997), Athens (1998) and Lisbon (1999) meetings.

The Network was established in 1997 by the French (CSA), the Catalan (CAC), the Portuguese (AACS), the Italian (AGCOM), and the Greek (CNRTV) Regulatory Authorities.

On the occasion of the meeting in Naples, the authorities of Cyprus (Cyprus Radio -Television Authority – CRTA), of Malta (Broadcasting Authority of Malta – BAM) and of Turkey (Radio and Television Supreme Council - RTÜK) have joined the Network. Moreover, the President of the Israeli Authority (Council for Cable TV and Satellite Broadcasting - CCTSB) and the representative of the Spanish Telecommunications Authority (Comisión del Mercado de las Telecomunicaciones – CMT) participated for the first time in the works as observers.

Network members mainly discussed two topics:

- The sanctioning powers of regulators. Experience shows that a system of sanctions is necessary to any regulation. But despite the wide range of legal means available to all authorities (administrative sanctions, financial sanctions, releases read on the air ...), the authorities are agreed that they prefer to give priority to dialogue and mediation;
- The introduction of digital terrestrial television. Although most of the Mediterranean countries are only at the beginning of their experience in this sector, the debate raised two common questions: the concentration of editorial and technical activities on the one hand and the delicate competition with cable and satellite on the other hand.

On expiry of the term of President Enzo Cheli (AGCOM, Italy), the Network of Mediterranean countries regulatory bodies elected its new President for a term of one year: Mr Joseph PIROTTA, Chairman of the Broadcasting Authority of Malta.

The Network also decided to strengthen its permanent secretariat, integrating, alongside the French CSA responsible for coordinating, the Catalan (CAC) and Cypriot (CRTA) authorities.

Finally, it was decided that the next meeting of the Network will be held in Valletta (Malta) in May 2001.



5th Plenary Assembly
Valletta, Malta, 2001

The fifth meeting of the Network was held in Malta in 2001 on the invitation of the Broadcasting Authority of Malta (BAM). The National Council for Radio and Television of Albania (NCRT), the Telecommunication Market Commission of Spain (CMT), as well as representatives of the European Platform of Regulatory Authorities (EPRA) participated as observers in the exchanges.

The membership of a ninth member was formalized on this occasion: the Council for Cable TV and Satellite Broadcasting (CCTSB) of Israel. The participants discussed the role of the regulator in the era of convergence. The question of the convergence of regulatory authorities, with Italy as an example, has also been examined.

The other topics brought forward concerned the protection of minors, and the developing of Real TV.



6th Plenary Assembly

Nicosia, Cyprus, 22-23 January 2004

The 6th meeting of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities took place in Nicosia, Cyprus on 22-23 January 2004, under the presidency of Mr Alecos Evangelou, Chairman of the Cyprus Radio Television Authority.

During the meeting it was unanimously agreed that Mr Alecos Evangelou will continue to hold the presidency of the Mediterranean Network until the organization of the next Network meeting which will take place in France in 2005.

It was further agreed that Mr Evangelou, in consultation with the Secretariat, will prepare suggestions regarding the structure of the Network.

The regulatory authorities of Catalonia, Cyprus, France, Greece, Israel, Italy, Malta, Portugal and Turkey are Members of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities.

The Network, during its Meeting in Nicosia, agreed to extend membership to the National Council for Radio and Television of Albania and the Telecommunications Market Commission of Spain.

Furthermore, representatives from the Second Radio and Television Authority of Israel, the Ministry of Information of the Palestinian National Authority and the Egyptian embassy in Cyprus, participated as guests to the Meeting.

During the meeting, papers concerning the regulation of satellite broadcasting in France and in the European Union and the transition from analogue to digital broadcasting were discussed. Moreover, there was a discussion and exchange of views regarding the enlargement and the reinforcement of the Network, so that independent regulatory authorities belonging to other countries of the Mediterranean basin, can also become members to the Network.

The Mediterranean Network of Regulatory Authorities was established on 29 November 1997 in Barcelona and it provides a platform for discussion and exchange of information and research on issues regarding broadcasting regulation. Its mission station is to reinforce cultural and historical links between Mediterranean countries and identify common challenges against the backdrop of globalization.

The Permanent Secretariat of the Network (which was agreed to be renamed as General Secretariat) is provided by the French Conseil supérieur de l'audiovisuel in association with the Catalonia Broadcasting Council and the Cyprus Radio Television Authority.



7th Plenary Assembly
Paris, France, 11-12 July 2005

The 7th meeting of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities took place in Paris on 11-12 July 2005, under the presidency of Mr Dominique Baudis, Chairman of the Conseil supérieur de l'audiovisuel.

During the meeting, it was unanimously agreed that Mr Baudis will continue to hold the presidency of the Mediterranean Network until the next Network meeting which will be held in Barcelona in 2006. The vice-presidency of the Network will be held by the President of the Consell de l'Audiovisual de Catalunya, Mr Francesc Codina.

The regulatory authorities of Albania, Catalonia, Cyprus, France, Greece, Israel, Italy, Malta, Portugal, Spain and Turkey are members of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities.

At its meeting in Paris, the Network agreed to extend membership to the Haute Autorité de la communication audiovisuelle of Morocco and to the Second Authority for Television and Radio of Israel.

The meeting was also attended by guests including the Chairman of the European Platform of Regulatory Authorities, the Minister of Information of the Palestinian National Authority, the Chairman of the Conseil national de l'audiovisuel of Lebanon as well as representatives from the Audiovisual Communication Commission of Jordan, from the Egyptian TV and from the European Commission.

Discussions at the meeting involved the issues of broadcasting regulation in the context of convergence and technological changes, freedom of communication and programme monitoring. In addition, there was a discussion and exchange of views regarding the enlargement and reinforcement of the Network. According to the founding Charter of the Network, independent regulatory authorities belonging to other countries of the Mediterranean basin can also become members of the network. In order to develop the exchange of information between the Network members, a web site will be launched before the end of the year. All members have also undertaken to pay an annual subscription fee of 1,500 €.

The Mediterranean Network of Regulatory Authorities was established on 29 November 1997 in Barcelona and provides a platform for discussion and the exchange of information as well as research on issues regarding broadcasting regulation. Its mission is to reinforce cultural and historical links between Mediterranean countries and to identify common challenges against the backdrop of globalization.



8th Plenary Assembly

Barcelona, Catalonia, Spain, 5-7 July 2006

The 8th meeting of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities took place in Barcelona from 5 to 7 July 2006, under the presidency of Mr Dominique Baudis, President of the Conseil supérieur de l'audiovisuel, and out-coming president of the Network. In his opening speech, he reminded the audience of the concept of the Network created on 29 November 1999 in Barcelona: to support the emergence of an audiovisual space in the Mediterranean basin based on common ideals like justice, peace and freedom.

It was decided that Mr Josep Carbonnel, President of the Consell de l' Audiovisual de Catalunya (CAC), will hold the presidency of the Network until the next meeting which will take place in Morocco in 2007, at the invitation of the Haute Autorité de la communication audiovisuelle (HACA). The vice-presidency of the Network will, consequently, be held by Mr Ahmed Ghazali, President of the Haute Autorité de la communication audiovisuelle de Morocco.

The 2008 meeting will take place in Italy at the invitation of the Autorità per Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM).

The regulatory authorities of Albania, Catalonia, Cyprus, Spain, France, Greece, Israel, Italy, Malta, Morocco, Portugal and Turkey are already members of the Network.

In Barcelona, the Network decided to accept two new members: the Republic Broadcasting Agency of Serbia and the Consejo Audiovisual d'Andalucia.

The following institutions were present under the attribute of guests: the Council of Europe, the European Parliament, the European Platform of Regulatory Authorities (EPRA) by its President, le Conseil National de l' Audiovisuel of Lebanon, the Audiovisual Commission of Jordan, the Montenegrin Broadcasting Agency, the Consejo audiovisual de Navarra, the Conférence permanente des opérateurs audiovisuels en Méditerranée (COPEAM), the World Intellectual Property Organization and the European Observatory of Children TV.

During the five plenary sessions of the meeting, the following topics were discussed: the circulation of audiovisual works in the Mediterranean area, intellectual property challenges of audiovisual works vis-a-vis digitalization, the news and developments of the Council of Europe

in the audiovisual field, the television and minors and the revision of the European Union Directive "Television without Frontiers".

Following the debates raised by these subjects, the following conclusions were adopted and it was decided to:

- implement a collective and consensual way of thinking about the means which will help towards the better diffusion of works in the Mediterranean space, and in particular ask the regulators to play the role of a proposing force towards the public authorities and the broadcasters ;
- establish stable and continuous relations between the Network and COPEAM ;
- allow the broadcasters to protect their rights as they perceive them, despite the concern caused to regulators by the digitalization of works ;
- favour the enlargement of the signature of the *European Convention on Transfrontier Television* with third countries, by particularly favouring the invitation of these countries to the meetings of *the Standing Committee for Transfrontier Television* ;
- encourage the use of descriptive signals as in France, in Morocco, in Turkey as well as media education so that, finally, broadcasters and parents take responsibility in preventing the programs that might harm the minors being accessible to them; moreover, it was suggested to continue the discussion relating to the descriptive signals and self-regulation (Italian model) on the Internet site of the Network (www.rirm.org).

After the presentation, by the permanent General Secretary, of the Web site, which was set up by CSA in accordance to the commitments taken during the meeting of Paris in 2005. It was reminded to the members of the Network that its operation required the payment (settlement) of their contribution.

President Carbonnel closed the 8th meeting of the Network by suggesting that a thematic seminar should be organized prior to the meeting of 2007 in Morocco.



9th Plenary Assembly

Marrakech, Morocco, 29-30 November 2007

The 9th meeting of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities was held on the invitation of the Haute Autorité de la communication audiovisuelle of Morocco, in Marrakech on 29-30 November 2007, under the presidency of Mr Josep Carbonell, president of the Consell de l'Audiovisual de Catalunya (CAC).

Twelve out of the fifteen members of the network were present. The Second Authority for Television and Radio and the Council for Cable TV and Satellite Broadcasting of Israel along with the Telecommunications Market Commission of Spain did not attend the 9th Network meeting.

The meeting at Marrakech examined the participation of some countries and organizations either as observatory countries with the potential to eventually join the Network for some of them, or as authorities already linked to the network through programs or projects of cooperation and partnership.

The representatives of the Palestinian Authority, the Radio and Television Union of Egypt, the Audiovisual Commission of Jordan, the National Audiovisual Council of Lebanon, the Higher Council of Communication of Tunisia, the Press and Audiovisual High Authority of Mauritania and the Communications Regulatory Agency of Bosnia-Herzegovina participated in the debates, along with the representatives from the Council of Europe (Media and Information Society Division), the European Platform of Regulatory Authorities (EPRA), the European Audiovisual Observatory, the African Communicators Regulatory Authorities Network (ACRAN) and the Network of the French-speaking Regulators of Media (REFRAM – established in July 2007), all under the attribute of guests.

Two regulatory authorities of Southern Mediterranean countries, the Press and Audiovisual High Authority of Mauritania and the Audiovisual Commission of Jordan, have joined the network. Also, the candidacy of the Communications Regulatory Agency of Bosnia-Herzegovina was also accepted. Therefore, the Mediterranean Network of Regulatory Authorities consists of 18 members, representing 15 Mediterranean countries.

Referring to the 10th anniversary of the establishment of the network, President Carbonell underlined, at his opening speech, the work and the efforts that have been made during these ten years in order to create a common space for debate and reflection. In the future the

network looks forward to contributing to the achievement of the following goals through closer cooperation of the Mediterranean countries: intercultural dialogue, efforts for the establishment of peace in the region, interreligious dialogue, equality and the protection of human rights, development of a space of good neighborhood in a human dimension.

During the first three sessions, the participants exchanged opinions and experiences concerning the audiovisual regulation: ethics, protection of minors, self-regulation, convergence and political pluralism in the audiovisual media.

Continuing the work of the 7th meeting in Paris in 2005, the network, during its 4th session, discussed a reference document that will become a joint declaration, concerning the content regulation, presented by the HACA and the CSA.

The first part of the draft declaration concerns the respect for fundamental values, principles and rights, such as the respect of human dignity and otherness and the protection of law, order and public health. The second part refers to the protection of minors (children and adolescents), particularly the protection against violence and sexual contents, but also the protection of their freedom of opinion. The third part deals with honesty of information and respect of the pluralism of views. The fourth part is about the cooperation and common regulatory mechanisms. Regarding the specific case of channels broadcasting via satellite, members of the network committed to transparency and mutual information, based on the jurisdiction rules that bind them. They shall inform the other members of the network regarding any sanction or, when other severe measure based on the principles of the present declaration is pronounced concerning a satellite channel broadcasting from a country or region or received by a country or region, whose regulatory authority is a member of the network.

The draft declaration concerning the regulation of content constitutes a body of principles which the Mediterranean regulatory authorities committed to sensitize the broadcasters. All network members will examine the draft declaration, prepare suggestions or comments that will be discussed during the next network's meeting in Italy, where its final text will be approved and adopted.

President Ghazali recalled the necessity of an increased cooperation within the MNRA, wishing to see the Network becoming, after ten years of existence, an exchange instrument more significant and more structured.

Following the recommendations of the technical meeting in Granada, which took place on 19-20 July 2007 and prepared the 9th meeting of the network, the Mediterranean regulatory authorities decided to form a technical commission within the network.

The technical commission will meet once a year. The role and the mission of the technical commission are the following: the implementation of the decisions that have been adopted by the plenary meetings of the Network, the preparation of the agenda of the next plenary meeting of the Network, the organization of technical seminars on issues such as the protection of minors, violence in the media, cultural pluralism. The Joint Declaration and the Founding Chapter of the Network will be modified accordingly.

At the closing ceremony, the presidency of the Network has been given to Mr Ahmed Ghazali, President of the Haute Autorité de la communication audiovisuelle of Morocco and the vice-presidency to Mr Corrado Calabro, President of the Italian authority, l'Autorita per le Garanzie nelle Comunicazione.

The next annual Meeting of the Network will take place in Italy, during 2008, on the invitation of the Italian regulatory authority (AGCOM), which will take the presidency in 2008. The Consejo Audiovisual de Andalucía will then take the vice-presidency and host the 11th meeting of the Network in Andalusia in the year 2009.



10th Plenary Assembly Reggio Calabria, Italy, 2-3 October 2008

The 10th meeting of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities was held at Reggio Calabria on the invitation of the Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM) of Italy, on 2 and 3 October 2008, under the presidency of Mr Ahmed Ghazali, president of the Haute Autorité de la communication audiovisuelle (HACA) of Morocco.

From a total of eighteen regulatory authorities members of the Network, sixteen were present at the meeting. The two Israeli Authorities, i.e. the Council for Cable TV and Satellite Broadcasting and the Second Authority for Television and Radio could not be present at this meeting.

At the meeting in Reggio, members of the Network also discussed the participation of countries and organisations under the status of observers, some of which to join the Network or under the status of authorities associated to the Network and its members through programmes or the projects of cooperation and partnership.

The representatives of the Radio and Television Union of Egypt, the Conseil National de l'Audiovisuel of Lebanon, the Conseil Supérieur de la Communication of Tunisia, as well as persons representing the European Commission, the European Platform of Regulatory Authorities (EPRA) and the European Audiovisual Observatory, participated in the debates as observers. At the conclusion of this meeting, the Conseil National de l'Audiovisuel of Lebanon and the Conseil Supérieur de la Communication of Tunisia, two regulatory authorities from the south of the Mediterranean, became members of the Network.

MNRA now counts 20 authority members, representing seventeen states of the Mediterranean basin.

President Ghazali highlighted the work accomplished by the Network during the last years. Thanks to the active participation of its members, and its stable crescent to the South, it does not stop to constitute a place of discussion, of sharing and of mutual knowledge ever more profound as well as a lever for a free and responsible Mediterranean audiovisual communication.

The first day was dedicated to presentations and exchanges on three subjects of common interest for the audiovisual regulation in the Mediterranean area: The concentration, plurality of mass media and the mission of public service, the management of analogue switch-over and the transition to the digital era as well as media literacy.

The second day was dedicated on the Life of the Network. A decisive step was taken by the adoption of a common declaration on the regulation of audiovisual content and the new (amended) Charter of the Network. This new organisational frame will favour communication between the authority members concerning regulatory issues/ questions and will permit them to acquire the necessary information/ answers.

The declaration on audiovisual content regulation presented by the French CSA and the Moroccan HACA during the 9th meeting in Marrakesh was adopted, at the conclusion of a consultation procedure between the members of the Network during the past year, in its definitive version by the Mediterranean authorities in Reggio.

It constitutes a base of common principles and essentials for audiovisual content, within the actual context of globalisation, on which the Mediterranean authorities engage in making programme providers aware of and respect for national specificities. The declaration will serve as a supplementary reference for the regulation of audiovisual content in the Mediterranean area at a time of technological convergence and cancellation of borders. It is based on the respect of values, principles and fundamental rights shared by the members of the Network, such as the respect for human dignity, the preservation of the rule of law, the protection of minors and their education for respect of human rights, the accuracy of information and the respect for plurality of view and of expression. It provides for mechanisms of international cooperation, which will assure an effective and concerted regulation. In the particular case of transfrontier audiovisual content, the members of the Network commit to transparency and mutual exchange of information.

The Charter of the Network adopted at the 10th meeting gives the Network new tools.

The Technical Commission, composed by the representatives of the authorities assuming the presidency, the vice-presidency, the permanent secretariat and open to representatives of all member authorities of the Network, finds itself entrusted with the role of a vehicle for dialogue and supplementary 'space' of consultation between members. It meets at least once a year, between two plenary assemblies, and has as an objective to support the Presidency, the vice-presidency and the permanent secretariat of the Network.

The permanent secretariat is reinforced by the South with the integration of the Moroccan authority which has a seat from now on next to the French, Catalan and Cypriot authorities.

During the closing ceremony the presidency of the Network was confided to Mr Corrado Calabro, president of the Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni. The vice presidency of the Network will be assured by the Consejo audiovisual de Andalucía, presided by Mr Juan Montabes Pereira.

The next plenary assembly of the Network will take place in 2009 in Andalusia on the invitation of the Andalusian authority.



11th Plenary Assembly

Granada, Andalusia, Spain, 1-2 October 2009

The 11th meeting of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities was held in Granada on the invitation of the Consejo audiovisual de Andalucía (CAA), on 1 and 2 October 2009 under the Presidency of Mr Corrado Calabrò, President of the Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM) of Italy.

Seventeen regulatory authorities were represented and the following organisations took part in the debates as observers: the Network of Francophone Media Regulators (Réseau francophone des régulateurs des médias - REFRAM), the European Platform of Regulatory Authorities (EPRA), the Council of Europe, the European Commission, the African Regulatory Authorities Network (Réseau des Instances africaines de Régulation - RIARC), the Radio and Television Union of Egypt and the Mediterranean Audiovisual Permanent Conference (Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen - COPEAM). The Broadcasting Council of the Republic of Macedonia was also represented.

At the end of the meeting, the Conseil supérieur de la communication de Tunisie (Tunisia) and the Broadcasting Council of the Republic of Macedonia joined the network under the status of member-observers.

MNRA counts nineteen member authorities as well as two member-observers representing sixteen states of the Mediterranean area.

President Calabrò declared the meeting open by underlining the work accomplished by the network during the 10th meeting of Reggio Calabria thanks to the adoption of the Declaration of MNRA on audiovisual content regulation and its recognition by the euro-Mediterranean parties during the conference of COPEAM in Cairo on the 19th of April 2009. Nurtured by European institutions, the Declaration of Reggio also received the support of the Permanent Committee of the Transfrontier Television of the Council of Europe.

The President reminded that the operations of the Mediterranean Network are based on the principle of multicultural diversity as well as the respect of national cultures and are in line with the convention of UNESCO on the protection and promotion of the diversity of cultural expression as well as the White Paper on intercultural dialogue adopted by the Council of Europe in June 2008.

The first day was devoted to the presentations and exchanges on two current issues for the audiovisual regulation in the Mediterranean space: the protection of minors in the context of violence in the media and baby TV (1st session) and the diversity in multicultural societies (2nd session).

During the first session, Lebanon, Portugal, France and Italy made their presentations. The subject on the protection of minors and the fight against violence in the media captured all the attention of the participants who, in order to put into full effect the MNRA Declaration of on audiovisual content regulation, adopted a ***Declaration of intention relative to the protection of young publics and the fight against violence in the media:***

«The member authorities are preoccupied about the complexity of the regulation pertained in the multiplication of audiovisual offers which are linked to the spread of digital technologies, the insufficient supervision of satellite diffusion as well as the emergence of channels intended for babies.

Amongst the principal measures previewed figured:

- the generalisation of signalisation during the diffusion of programmes intended for young publics;
- the systematic information of parents on the dangers of television for children under the age of 3 years old and notably for TV channels intended for them;
- the reinforcement of cooperation between regulatory authorities notably by the establishment of a common list of experts in the protection of children and by the creation of a training workshop for persons responsible for the protection of minors in a member country of the Network;
- the launch of a Mediterranean alliance for the education of media in order to better inform and sensitise parents, educators, teachers and children ».

The second session on the diversity in multicultural societies was the object of the presentations of Catalonia, Morocco, Turkey and Andalusia. The participants underlined the challenges for the regulators in terms of the magnitude of the wealth of Mediterranean societies and as an instrument of social cohesion, integration, dialogue, recognition and mutual respect.

They also saluted the initiative taken by the governments of Spain and Turkey in contributing in favour of the Alliance of Civilisations which aims to promote intercultural dialogue.

The second day was firstly devoted to the presentation of the activities of COPEAM (Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen) and the final resolution addressed to the Euro-Mediterranean Chiefs of State and governments which was adopted during the General Assembly of Cairo the 19th of April 2009 in order to support the development of a harmonised regulatory framework based on the MNRA Declaration on audiovisual content regulation.

The representative of COPEAM then addressed to the members of the Network a message from the president of COPEAM which called for an enhanced cooperation between the two organisations for a regulated and coordinated Mediterranean audiovisual space.

In the second part of the morning, discussions focused on the Life of the Network. A decisive stage for the governance of the network was achieved with the adoption of the Charter amendments concerning the operation of the Network and specifically the procedure of adhesion. The creation of the member-observer status will permit the Network to open the way for adhesion to new institutions of the Mediterranean area that are interested to join in a multilateral framework while respecting their national specificities.

During the closing ceremony, the presidency of the Network was confided to Mr Juan Montabes Pereira, president of the *Consejo audiovisual de Andalucía*. The vice presidency of the Network will be assured by the Radio and Television Supreme Council (RTÜK), presided by Mr Davut Dursun.

The next annual meeting of the Network will take place in 2010 in Turkey on the invitation of RTÜK.



12th Plenary Assembly

Istanbul, Turkey, 30 September and 1 October 2010

The 12th Plenary Assembly of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities was held in Istanbul on the invitation of the Radio and Television Supreme Council (RTÜK), on 30 September and 1 October 2010 under the Presidency of Mr Juan Montabes Pereira, President of the Consejo audiovisual de Andalucía (CAA) of Andalusia, Spain.

Fourteen regulatory authorities were represented and the following organisations took part in the debates as observers: the Council of Europe (European Audiovisual Observatory), the European Commission and the Agency for Electronic Media of Croatia.

At the end of the meeting, the Broadcasting Council of the Republic of Macedonia, member-observer since the Granada meeting and the Agency for Electronic Media of Croatia, both present, joined the Network under the respective statuses of member and member observer. MNRA counts twenty member authorities representing seventeen states of the Mediterranean area as well as two member-observers.

President Montabes declared the meeting open by highlighting the work accomplished by the network during the years 2009-2010 after the adoption of the Declaration of Intention regarding the protection of young publics and the fight against violence in the media, calling for a Mediterranean alliance for media literacy. He also saluted the achievements of 2008 marked by the adoption of the Declaration on audiovisual content regulation and its recognition by key euro-Mediterranean players during the past year.

The President reminded that the activities of the Network depend on the research of a shared juridical framework based on the common values of the regulators in this area on the principle of cultural diversity and the respect of national specificities. Faced with the multiplication of digital and satellite content, the Network has to direct its efforts towards this void for a concerted and shared regulation by all the key players in the Mediterranean area.

Then Prof. Davut Dursun, President of the Turkish Authority and Vice President of the Network, in his turn reminded the participants of the importance of multilateral cooperation in the area and the regional dimension of MNRA. Mr Bülent Arinc, the Deputy Prime Minister and Minister responsible for the media in Turkey, attended the meeting and addressed the Plenary during the first day of the meeting.

The first day was devoted to the presentations and exchanges on two current issues for the audiovisual regulation in the Mediterranean space: the protection of minors: regulation and

co-regulation (signalisation) and new services (1st session) as well as the representation of women in the media (2nd session).

During the first session, Turkey, Catalonia, France and Morocco made their presentations. The subject of programme signalisation, in the current context of the development of new services, captured all the attention of the regulators. Various criteria are employed and different levels of signalisation are applied for the same programme in many countries. The participants conveyed their wish to engage into a common thought on the subject, proposing the creation of a working tool on the criteria in use for the classification of fiction, TV series, music videos broadcasted in various countries.

The second session on the representation of women in the media was the subject of the presentations of Andalusia, Portugal, Italy and Morocco. Numerous studies and activities on the subject saw the light of the day accentuating national specificities. The participants underlined the stakes for the regulators, in terms of measuring the gender equality, the progress and the integration of Mediterranean societies, in the North as well as in the South.

The second day was at first devoted to the presentation of the activities of the Network under the Andalusian Presidency and the materialisation of the implementation of the Declaration of Intention adopted in Granada regarding the protection of young publics and the fight against violence in the media. The conclusions of the seminar on Media Literacy that was held in Malaga on 25 June 2010 on the invitation of the CAA were also presented to the participants. Concerning the Euro-Mediterranean scene, the presidency commented on the Memorandum of Understanding that was signed on 20 April 2010 between the Permanent Conference of Mediterranean Audiovisual Operators (COPEAM) and the MNRA, which was the result of the wish between the two platforms and shows the common will to work together and in particular in the heart of the Union for the Mediterranean in order to promote a shared juridical framework.

The President of the Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Mr Michel Boyon followingly intervened on the necessity for the implementation of the MNRA Declaration on audiovisual content regulation and specifically the cooperation between regulators in the case of satellite trans-frontier broadcasting. He called the members of the Network for an enhanced vigilance and he underlined the necessity for a concrete co-operation in the domain of satellite regulation especially for the sharing of information on audiovisual media service providers as well as the procedures foreseen in the event of content infringement of the principles coded in the Declaration on audiovisual content regulation of Reggio.

Then, Mr Wolfgang Closs, Chief Executive of the European Audiovisual Observatory had the opportunity to present to the participants the activities of his institution and notably the database of MAVISE.

In the second part of the morning, the discussions focused on the Life of the Network.

A new stage for the governance of the network was achieved with the adoption of the Charter amendment concerning the operation of the Network and specifically guaranteeing the representation of regulatory institutions, national and regional authorities in the Network.

Nominations for the vice-presidency were also made and accepted for the years 2011-2012 and 2012-2013 by the Entidade Reguladora para a Comunicação Social (ERC) and Cyprus Radio and Television Authority (CRTA) respectively.

During the closing ceremony, the presidency of the Network was entrusted to Prof. Davut Dursun, president of the Radio and Television Supreme Council (RTÜK). The vicepresidency of the Network for the year 2010-2011 is assumed by the Broadcasting Authority of Malta (BAM).

The next annual meeting of the Network will take place in 2011 in Malta on the invitation of the Maltese Authority.



13th Plenary Assembly

Valletta, Malta, 24 and 25 November 2011

The 13th Plenary Assembly of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities was held in Valletta, on 24 and 25 November 2011, on the invitation of the Broadcasting Authority of Malta holding the vice-presidency of the Network, and, under the presidency of Professor Dr. Davut Dursun, President of the Radio and Television Supreme Council (RTÜK), and President of the Network.

Seventeen regulatory authorities were represented. The European Audiovisual Observatory, the Agency for Electronic Media (AEM) of Montenegro, the Independent Media Commission (IMC) of Kosovo, and the Mission in Kosovo of the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) took part in the debates as observers. At the end of the meeting, the AEM and the IMC joined the Network under the status of member-observer.

MNRA counts twenty member authorities representing seventeen states of the Mediterranean area as well as three member-observers.

His Excellency Dr. George Abela, President of the Republic of Malta, inaugurated the meeting. Addressing the participants, he emphasized the importance of the encounter with regard to the challenges of globalization and to the recent events in north Africa. Then, President Dursun, followed by the Vice-President Tabone delivered the opening speeches of the 13th Plenary Assembly.

The first session focused on the quest for regulation in the Mediterranean Basin. The President of the French CSA, Mr Michel Boyon, recalled the commitment of the member authorities in favour of the regulation of audiovisual serving the Mediterranean civilization, which is born from diversity and is grounded on exchanges. In the current context of unsteadiness in the north as in the south of the Mediterranean, the role of the Network is to act in favour of the stability of the institutions, of the democracies, of the economies and of the societies by means of a base of common values and principles, and by helping to reinforce or to strengthen the existing national member authorities. The President of the Andalusian CAA and the President of the Italian AGCOM praised former and ongoing cooperations in the Network.

Upon the initiative of the CSA, the participants adopted a common declaration on Reality Shows, based on the declaration on audiovisual content regulation adopted in Reggio in 2008. It urges the regulatory authorities to watch over the fundamental rights of the human being and the protection of minors in reality show programs.

On the second day, the Turkish Presidency presented the assessment of a study conducted amongst member authorities about the protection of minors and the various levels of signalization applied to different programmes.

Mr Wolfgang Closs, Chief Executive of the European Audiovisual Observatory, had the opportunity to present the project of the Mediterranean Audiovisual Observatory, which was launched on the occasion of the Conference on Euromed Audiovisual III in Tunis on 14 and 15 November 2011, and which might concern Algeria, Egypt, Jordan, Israel, Lebanon, Morocco, Syria, Palestine and Tunisia.

The end of the discussions focused on the Life of the Network. The Haute Autorité de la communication audiovisuelle of Morocco presented its reflections on the strategic reorientation of the Mediterranean Network and its governance and functioning.

During the closing ceremony, the presidency of the Network was entrusted to Mr. Anthony Tabone, Chairman of the Broadcasting Authority of Malta. The vice-presidency of the Network is assumed by the Portuguese Entidade par a Comunicação Social (ERC) and its new president Mr Carlos Magno.

The next annual meeting of the Network will take place in 2012 in Portugal on the invitation of the ERC.



14th Plenary Assembly

Lisbon, Portugal, 22 and 23 November 2012

The 14th Plenary Assembly of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities was held in Lisbon on 22 and 23 November 2012, at the invitation of the Enlitade Reguladora para a Comunicação Social (ERC) from Portugal holding the vice-presidency of the Network, and under the presidency of Mr Anthony J. Tabone, president of the Broadcasting Authority of Malta (BAM), and President of the Network.

Seventeen regulatory authorities were represented including the three authorities member-observers. The European Audiovisual Observatory, the regulatory authority from Gibraltar took part in the debates as observers.

At the end of the meeting, the Agency for Electronic Media of Croatia (AEM), the Agency for Electronic Media of Montenegro (AEM), the Independent Media Commission (IMC) of Kosovo joined the Network under the status of member and the Gibraltar Regulatory Authority (GRA) as member-observer.

MNRA is now composed of twenty-three member authorities and one member observer authority representing twenty states of the Mediterranean Basin.

The president Anthony J. Tabone delivered his opening speech reminding the participants of the progress of the network on the issue of audiovisual content regulation. He underlined the significance of the initiatives taken by the member authorities in the field of cooperation, particularly with the North African countries such as Tunisia involved in the process of reforming the media sector. He specified that guaranteeing freedom of communication, defence of pluralism, preservation of the public interest are core missions of the Mediterranean regulatory authorities.

The first day ran five thematic sessions on the content regulation issues at stake. The question of gender and stereotypes was addressed jointly by the presidents of the Moroccan HACA and the Andalusian CAA on the basis of the responses of the member authorities to the relating questionnaire. Then the Maltese BAM gave an account of the representation of disability on television and the accessibility of the programs, followed by the presentations of the HACA and the Mauritanian HAPA about tolerance and diversity in the broadcasts. The Lebanese CNA made a specific focus on the necessity for regulatory authorities to abide by the law and the regulations when following up programs contents.

Upon a proposition of the Moroccan and the Andalusian authorities, the member authorities adopted a common declaration on the fight against gender stereotyping in the audiovisual media based on the declaration on audiovisual content regulation adopted in Reggio in 2008.

The declaration sets out forward plans for the work of the network under the Portuguese presidency for 2012-2013 and implements a working group on this question within the network.

On the initiative of the President of the CSA, the participants debated on the unity or duality of the audiovisual and electronic communications regulatory authorities. Mr Boyon drew the assembled regulators' attention to the fact that the evolution of the technologies has helped to increase the receiving terminals and to diversify the consumers' usages thus shedding light on new practices. These transformations create major technical, legal and economic problems as concerns coexisting regulated and no regulated contents on the same screen. They plead in favour of the audiovisual regulation to adjust to the digital evolution. In turn, the president of the Cypriot CRTA emphasized that the problematics at stake set new challenges for the Mediterranean regulators. He urged the participants to launch a thorough reflection on the issue.

On the second day, the ERC highlighted the representation of social movements in the media, on the basis of the monitoring and the study of the Portuguese media. The Maltese Presidency presented the assessment of a study conducted amongst member authorities about the legal and regulatory framework in the Mediterranean. The report will be published on the MNRA website.

The representative of the Turkish RTÜK informed the participants about the creation of the Islamic Countries Broadcasting Regulatory Authorities Forum.

Mr Wolfgang Closs, Chief Executive of the European Audiovisual Observatory, intervened on the future admission of Morocco to the EAO. He then presented the state of work of the Mediterranean Audiovisual Observatory launched in October 2011 and called the member authorities of the network to strengthen their cooperation with both organizations.

The end of the discussions focused on the Life of the Network. The Haute Autorité de la communication audiovisuelle of Morocco presented its current reflections on the functioning of the Mediterranean Network. The principle of a roadmap for the Presidency was acted by all members authorities present at the meeting.

During the closing ceremony, the Presidency of the Network was entrusted to Mr Carlos Magno president of the Portuguese Entidade par a Comunicação Social (ERC) and the Vicepresidency to Mr Andréas Petridès, president of the Cyprus Radio Television Authority (CRTA).

The next annual meeting of the Network will take place in 2013 in Cyprus on the invitation of the CRTA.



15th Plenary Assembly
Limassol, Cyprus, 24-25 October 2013

The 15th Plenary Assembly of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities was successfully held in Limassol, Cyprus, on 24-25 October 2013, upon the invitation of the Cyprus Radio Television Authority (CRTA), holding the Vice-Presidency of the Network, and under the Presidency of Mr Carlos Magno, President of the Entidade Reguladora para a Comunicação Social (ERC), Portugal, and President of the Network.

Twenty regulatory authorities attended the Plenary Assembly, representing eighteen countries from the broader Mediterranean basin. For the first time, Moldova attended with 2 Board Members of the Coordinating Council of Audiovisual, under the capacity of guests.

The European Broadcasting Union (EBU) actively participated in the aforesaid meeting through its Vice-President, Mr. Claudio Cappon, who in fact unraveled the first thematic session with an opportune presentation on the position of the public broadcasters today.

At the end of the Meeting, the Gibraltar Regulatory Authority (GRA) joined the Network under the status of Member. The MNRA is now composed of twenty-four Member Authorities deriving from twenty-one states from the Mediterranean region.

The closing of the Meeting brought about the handing over of the Presidency of the Network to Mr Andreas Petrides, Executive Chairman of the Cyprus Radio Television Authority (CRTA), whilst the Vice-Presidency was entrusted to Mr Hamoud Ould M' Hamed, President of the Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel (HAPA).

The next annual meeting of the Network will take place in 2014 in Mauritania, upon the invitation of the HAPA.



16th Plenary Assembly

Nouakchott, Mauritania, 10 and 11 November 2014

The 16th Plenary Assembly of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA) was held in Nouakchott, on 10 and 11 November 2014, at the invitation of the Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel (HAPA) of Mauritania assuming the Vice Presidency of the network, under the chairmanship of Mr Andreas Petrides, president of the Cyprus Radio Television Authority (CRTA) and President of MNRA.

Twelve authorities from the North and South of the Mediterranean basin were represented at the meeting, which was devoted to two topics of primary importance to the regulatory institutions, namely the independence of regulators and the governance of public media. Both sessions recorded rich and fruitful exchanges and debates between the authorities represented.

A third session concerned the implementation of the Declaration of MNRA on the fight against gender stereotypes in the audiovisual media, in which the network has set up a working group to promote the gender equality in the media, chaired by the HACA of Morocco and the CAA of Andalusia and open to all members.

The 16th Plenary Assembly also dealt with the future of MNRA pursuing in-depth discussions that began at the 2013 meeting in Limassol on the vocation of the network and its mechanisms of action, with the aim to infuse a new dynamic. In this regard, a working group, led by the Presidency, was appointed to formulate concrete proposals to be submitted at the next Plenary Assembly.

Two external experts have contributed to the work of the 16th Plenary Assembly on the theme of the independence of regulators and the future of RIRM.

At the end of the meeting, two authorities joined the network as new members, the Coordinator Audiovisual Council (CAA) of Moldova and, the Independent High Authority for Audiovisual Communication (HAICA) of Tunisia. Thus, MNRA has now twenty-six (26) member authorities representing twenty-three (23) countries.

During the session devoted to the life of the network, the presidency of MNRA was entrusted to Mr Hamoud Ould M'Hamed, President of the HAPA of Mauritania. The vice-presidency was attributed to the Agency for Electronic Media (AEM) of Croatia.

In addition, the network adopted the Arabic language alongside French and English.

The next Plenary Assembly will take place in Croatia in 2015 at the invitation of the AEM.



17th Plenary Assembly
Split, Croatia, 1-2 October 2015

The 17th Plenary Assembly of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA) was held in Split, on 1 and 2 October 2015, at the invitation of Croatian Agency for Electronic Media assuming the Vice Presidency of the network, under the chairmanship of Mr Hamoud Ould M'Hamed, President of Mauritanian Press and Broadcasting High Authority (HAPA) and President of MNRA.

Twenty authorities from the North and South of the Mediterranean basin were represented at the meeting, which was devoted to two topics of primary importance to the regulatory institutions, namely the future of MNRA and the media literacy. Migration and Human Rights representation in the media and the workshop dedicated to pluralism and elections have recorded rich and fruitful exchanges and debates between the authorities represented.

A session concerned the implementation of the Declaration of MNRA on the fight against gender stereotypes in the audiovisual media, in which the MNRA working group to promote the gender equality in the media, chaired by the HACA of Morocco and the CAA of Andalusia, has presented the first results of the analyses.

The 17th Plenary Assembly also dealt with the possible future actions, in cooperation with other international organizations, including the co-financing models by EU or other funds. The presentation of Council of Europe activities in the Mediterranean basin and the presentation of MedMedia project, guided by the Blanquerna School of Communications and International Relation, raised an issue of potential cooperation models. The importance of the platform for discussion following the session of the future MNRA – goals and operation, has been presented by Portuguese authority, accompanied by Maltese presentation of the survey on the questionnaire of the MNRA future.

Two external experts have contributed to the work of the 17th Plenary Assembly on the theme of the cooperation in the Mediterranean area; Ms Lejla Dervisagić, Head of Cooperation Unit, Media and Internet Division, Council of Europe and Ms Krisztina Rozgonyi, consultant MedMedia project/Blanquerna School of Communications and International Relations.

During the session devoted to the Life of the Network, the Presidency of MNRA was entrusted to Ms Mirjana Rakić, the President of the AEM of Croatia.

The Vice-presidency was attributed to the Spain's National Authority for Markets and Competition (CNMC).



18th Plenary Assembly

Barcelona, Spain, 17-18 November 2016

The 18th Plenary Assembly of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA) was held in Barcelona on 17 and 18 November 2016 under the presidency of Ms Mirjana Rakić, president of the Croatian Electronic Media Agency (AEM), and of Mr Josep Maria Guinart, member of the Spanish Commission of Markets and Competition (CNMC) who hosted the meeting.

Twenty authorities from the Northern and Southern Mediterranean countries were represented.

At the initiative of the Spanish CNMC, the members adopted a declaration on the treatment of information on the crisis of Mediterranean refugees and migrants in the audiovisual media. Mediterranean regulators encourage audiovisual media to respect the fundamental principles of human dignity, privacy, individual or collective identity, accuracy, honesty and quality of information, and to ensure that they do not infringe to social cohesion by combating discrimination and racism.

The independence of regulators, discussed in the context of the ongoing revision of the European Union's regulatory framework, has been the subject of presentations and exchanges between members, given its current relevance on a troubled Euro-Mediterranean scene by geopolitical changes related to digital technologies.

Issues in the representation of people with mental illness or other disabilities and the protection of minors and media education were also on the agenda.

The Gender and Media Working Group, co-chaired by the Croatian AEM and the Spanish CNMC, presented its work on gender representation and gender stereotypes in commercial communications, and the study on the place of women in sports programs.

The meeting finally focused on reforming the governance and operation of MNRA with the adoption of its reviewed charter. The new charter defines in particular the modalities of decisions of the Plenary Assembly and improves the functioning of the network around an executive secretariat composed of the HACA of Morocco and the CSA of France, a technical commission extended to founding members and temporary working groups.

At the end of the meeting, the Vice-Presidency of the network was entrusted to Olivier Schrameck, president of the Conseil supérieur de l'audiovisuel, who will host the 19th Plenary Assembly of the Network in France in the autumn of 2017.



19th Plenary Assembly Marseilles, France, 16 and 17 November 2017

The 19th Plenary Assembly of the Network of Mediterranean Regulatory Authorities (MNRA) was held in Marseilles, in France, on 16 and 17 November 2017, at the invitation of the Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). On this occasion, the members celebrated the 20th anniversary of the network.

Nineteen member authorities from seventeen countries around the Mediterranean were present: the CRA of Bosnia - Herzegovina, the CRTA of Cyprus, the AEM of Croatia, the CAA of Andalusia, Spain, the CAC of Catalonia, Spain, the CNMC of Spain, the CSA of France, the GRA of Gibraltar, the NCRTV of Greece, the CCSB of Israel, the IMC of Kosovo, the CNA of Lebanon, the BA of Malta, the CCA of Moldova, the HACA of Morocco, the ERC of Portugal, the AVMU of the Republic of Macedonia, the REM of Serbia and the RTÜK of Turkey. Eleven of them were represented by their presidents. The National Audiovisual Institute (INA) and the Mediterranean Center for Audiovisual communication (CMCA) were invited as observers.

At the opening of the meeting, the outgoing President, Josep Maria Guinart i Sola, a member of the Spanish CNMC, handed over the presidency of the network for one year to Olivier Schrameck, president of the French CSA.

The general theme of the Plenary Assembly was "regulation to foster social cohesion within the digital environment".

There was a four-prong approach to this theme: the adaptation of audiovisual regulation, security and the media, media literacy and the protection of minors, and diversity in the media. Regarding the first point, the members discussed the current revision of the Audiovisual Media Services Directive, the issues of algorithms, the regulation of platforms, and the link between regulation, co-regulation and self-regulation. With regard to security and the media, the treatment of information in times of crisis was discussed. On media literacy and the protection of minors, recent national initiatives were presented. Lastly, the subject of diversity in the media was discussed in three dimensions: cultural diversity, media pluralism and image and how we see others.

At the end of the meeting, at the initiative of the French presidency, the MNRA unanimously adopted the Marseilles declaration "For an overhaul of the audiovisual regulation in the digital environment" on 17 November. The member authorities commit to working for an audiovisual

regulation adapted to the digital age and its democratic requirements, especially its objective of social cohesion.

Thus they commit to:

- adapting their regulatory practices and tools, by ensuring that all audiovisual communication stakeholders be associated to their work, especially the new digital service providers;
- bringing together and sharing their knowledge and regulatory practices in a digital environment, by strengthening their cooperation within the MNRA and on a bilateral basis;
- continuing and furthering the work of the MNRA on the necessary evolution of the audiovisual regulation;
- making this work available to public institutions and regional and international bodies to feed their reflection on the challenges of audiovisual communication in the digital age.

The year 2018 will be marked by the organization by the Spanish CNMC of a workshop as a follow-up to the Barcelona Declaration of November 2016 on the treatment of information regarding the crisis of Mediterranean refugees and migrants.

In addition, at the initiative of the Moroccan HACA, and with the strong support of the French Presidency, the network undertook to promote the role of audiovisual regulators in the field of gender equality by participating in the 62nd session of the Commission on the Status of Women (UN Women) in March 2018 in New York. At the same time, the MNRA "Gender and Media" working group will continue its work on the theme of gender violence, under the joint responsibility of the Portuguese and Catalan authorities.

In the course of the year 2018, the president of the MNRA should also meet the presidents of other audiovisual regulators' networks to discuss the common issues of regulation and how to adapt it to the digital age.

At the end of the Plenary Assembly, the incoming vice-presidency was entrusted for one year to the Catalan CAC (Spain), a founding member of the network, chaired by Roger Loppacher i Crehuet. The CAC will organize the 20th Plenary Assembly of the MNRA in autumn 2018. The outgoing vice-presidency is exercised by the Spanish CNMC.

Lastly, it was on the occasion of the Plenary Assembly of Marseilles and the 20th anniversary of the network that the new website of the MNRA, developed by the French CSA with the support of the Moroccan HACA, was presented and inaugurated. It highlights the modernized logo of the network.